



AGRIDAPE

Revue sur l'agriculture durable à faibles apports externes

Décembre 2013 - volume 29 n°4



Agriculture familiale durable





Agriculture durable à faibles apports externes
VOL. 29.4 - Décembre 2013
AGRIDAPE est l'édition régionale
Afrique francophone des magazines
LEISA co-publiée par ILEIA et IED Afrique
ISSN n°0851-7932

Adresse AGRIDAPE
IED Afrique
24, Sacré Coeur III – Dakar
BP : 5579 Dakar-Fann, Sénégal
Téléphone : +221 33 867 10 58
Fax : +221 33 867 10 59
E-mail : agridape@orange.sn
Site Web : www.iedafrique.org

Coordonnateur : ALy Faye

Comité éditorial : Bara Guèye, Mamadou Fall, Aly Faye, Lancelot Soumelong-ehode, Souleymane Cissé, Cheikh Tidiane Sall

Administration :
Maïmouna Dieng Lagnane
Traduction : Bougouma Mbaye Fall

Conception graphique - Impression :
Imprimerie Graphi plus
Tél. : +221 33 869 10 16

Edition Internationale

LEISA Magazine
IPO Box 90
6700 AB Wageningen
The Netherlands.
Tel: +31 (0) 317760010
Fax: +31 (0) 334632410
E: ileia@ileia.org

Edition chinoise
CBIK, 3rd Floor, Building A
Zhonghuandasha, Yanjiadi, Kunming
Yunnan. E-mail : renjian@cbik.sc.cn

Édition espagnole
La revista de agro-ecologia
Association ETC Andes, AP.18-0745, Lima 18, Pérou
E-mail : base-leisa@etcandes.com.pe

Édition indienne
LEISA India
AME Foundation , PO Box 7836, Bangalore 560 085, Inde
E-mail : amebang@giasbg01.vsnl.net.in

SOMMAIRE

4 **Editorial**

6 **Les dix qualités de l'agriculture familiale**
Jan Douwe van der Ploeg

9 **Développement rural et agricole communautaire dans le Nord du Nigéria : les Innovations institutionnelles du CBARDP** - *Nura Lawal Daura*

11 **Adapter les objectifs des organisations paysannes de la Guinée à leurs besoins de développement : le rôle du Comité d'approbation des interventions (CAI) instauré par le PNAAFA** - *Souleymane Diallo*

14 **Garantir un accès permanant au financement pour assurer la viabilité des OP : l'expérience du PADER-G/Tchad** - *Gabpobé Aristide*

16 **Aménagements hydro-agricoles et renforcement des capacités des acteurs paysans au Burkina Faso: le PADER-GK dope la résilience des plus vulnérables au Changement climatique** - *Daouda Maïga*

18 **Promouvoir une gouvernance plus inclusive des OP : les résultats probants de l'ASPRODEB dans le renforcement de la dynamique organisationnelle des producteurs du bassin arachidier, au Sénégal** - *ASPRODEB*

21 **Faciliter l'accès aux facteurs de production pour renforcer la résilience des exploitations familiales : l'expérience novatrice du PAFA dans le Bassin arachidier, au Sénégal** - *PAFA – Sénégal*

23 **Faciliter l'accès à des intrants de qualité : la stratégie du PADER-BGN pour renforcer l'autonomie semencière des paysans de Basse Guinée Nord** - *Djibril Tamsir Bangoura*

26 **Promouvoir la pratique du warrantage pour faciliter l'accès aux intrants aux petits agriculteurs dans la zone d'intervention du PICOFA, au Burkina Faso.** - *Jacob OUEDRAOGO*

28 **Reconstitution du cheptel caprin pour assurer la sécurité alimentaire des ménages vulnérables, au Mali : l'initiative « prêt animal » du PIDRK** - *PIDRK*

29 **Stratégie de développement de la pisciculture à Madagascar: le projet AROPA ouvre la voie vers la professionnalisation des organisations de producteurs.** - *Claude Henri RALIJAONA*

32 **Promotion de l'égalité des sexes en milieu rural : le PREVES valorise la contribution des femmes au processus de développement économique en Centrafrique** - *Joseph Bissi-yandia*

35 **Assurer la durabilité des Hommes pour dynamiser et pérenniser l'agriculture familiale sénégalaise** - *El hadji Babacar Samb*

37 **TIC pour Agriculture : Parier sur la complémentarité** - *Inoussa Maïga*

41 **AGRIDAPE Infos**

9 Développement rural et agricole communautaire dans le Nord du Nigéria : les Innovations institutionnelles du CBARDP

Nura Lawal Daura

Le Programme de développement rural et agricole communautaire (CBARDP) appuyé par le FIDA et intervenant dans le Nord-ouest et le Nord-est du Nigeria, travaille à l'amélioration des moyens de subsistance et des conditions de vie des populations démunies en milieu rural en privilégiant les femmes et autres couches vulnérables. Grâce à une série d'innovations qu'il a introduites dans ses zones d'intervention (boutiques d'intrants, champs écoles, cliniques para vétérinaires, etc.), le programme a contribué au renforcement de la résilience de plus de 700 000 ménages à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté.

UN RÉSEAU, UNE DYNAMIQUE !

AgriCultureS *est un réseau de diffusion et d'échange d'informations sur des approches agricoles respectueuses de l'environnement et adaptées aux réalités agroécologiques et sociales. Ce nom marque bien le fait que l'agriculture n'est pas juste un secteur économique de spéculation ou un ensemble de paquets technologiques, mais qu'elle comporte une dimension culturelle intrinsèque dont la diversité est à valoriser et à protéger. Le réseau réunit sept éditions régionales, dont AGRIDAPE, représentant tous les continents. Ces éditions sont regroupées autour d'un secrétariat international pour renforcer la promotion de l'agriculture durable comme réponse au défi alimentaire mondial.* ***AgriCultureS*** *dispose également d'une base de données spécialisée et d'un site Internet interactif qui permet d'accéder à de nombreuses informations et d'échanger sur le développement de l'agriculture durable dans le monde.*

Le Programme sur l'Agriculture Durable à Faibles Apports Externes (AGRIDAPE) couvre l'Afrique francophone. Lancé en 2003, son objectif est de promouvoir les bonnes pratiques en matière d'agriculture écologique durable. Il s'appuie sur la production d'un magazine trimestriel tiré à 3500 exemplaires distribués dans 55 pays, la mise en réseau des acteurs de l'agriculture durable au niveau national et le renforcement des capacités en capitalisation des expériences.

AGRIDAPE est porté par Innovation, Environnement et Développement en Afrique (IED Afrique) dont la vision est que le développement durable doit nécessairement s'appuyer sur le renforcement des capacités des catégories les plus vulnérables et l'établissement de relations équitables entre les différents acteurs de façon à permettre leur réelle participation à l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des populations. Ainsi, IED Afrique fait la promotion des approches participatives à travers la recherche-action, l'analyse des politiques, la mise en réseau, la formation, la production et la diffusion d'informations en Afrique francophone pour atteindre le développement durable. Et, dans ce cadre, elle propose, aux partenaires, différents supports accessibles à travers son site internet (www.iedafrique.org).

Édition brésilienne Agriculturas, experiencias em agroecologia
AS-PTA, Rio de Janero, RJ Brésil 20091-020
E-mail : paulo@aspta.org.br

ALIN (Arid Lands Information Network):
AAYMCA Building, Ground Floor,
State House Crescent off State House Avenue
PO Box 10098 - 00100
Nairobi, Kenya
E: info@alin.net

Sites Web
http://www.ileia.org
http://www.iedafrique.org/agridape.html

Abonnements
AGRIDAPE est une revue gratuite, sur demande, pour les organisations et personnes du sud. Pour les organisations internationales, l'abonnement est de 45 USD (45 euro) et pour les autres institutions du nord, le tarif est de 25 USD (28 euro) par an.

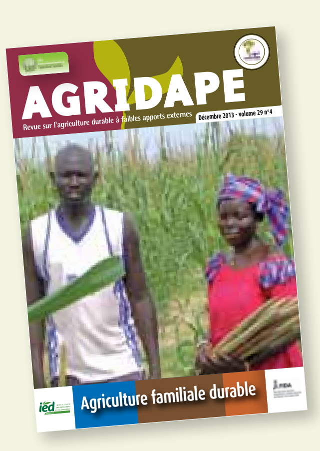
Pour vous abonner, veuillez écrire à agridape@orange.sn

Financement AGRIDAPE
Ce numéro a été réalisé avec l'appui de ILEIA, de ASDI, de DGSI et du FIDA

Photo de couverture :
Couple d'agriculteurs au Sénégal

Source :
PAFA - Sénégal

Numéro produit en partenariat avec le FIDA.
La rédaction a mis le plus grand soin à s'assurer que le contenu de la présente revue est aussi exact que possible. Mais, en dernier ressort, seuls les auteurs sont responsables du contenu de chaque article.
Les opinions exprimées dans cette revue n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du FIDA.





18 Promouvoir une gouvernance plus inclusive des OP : les résultats probants de l'ASPRODEB dans le renforcement de la dynamique organisationnelle des producteurs du bassin arachidier, au Sénégal

ASPRODEB

L'ASPRODEB a mis en place, suivant un processus inclusif, une coopérative de producteurs de semences d'arachide certifiées pour renforcer l'autonomie semencière des paysans de Paoskoto, une communauté rurale située dans la région de Kaolack, au Sénégal.

Grâce à l'action de l'ASPRODEB, les paysans sont devenus des acteurs clés de la reconstitution du capital semencier au Sénégal.

28 Stratégie de développement de la pisciculture à Madagascar: le projet AROPA ouvre la voie vers la professionnalisation des organisations de producteurs.

Claude Henri RALIJAONA

La pisciculture joue un rôle essentiel dans la production halieutique à Madagascar. Cependant du fait du déficit organisationnel des acteurs et l'absence d'équipement, la productivité reste encore faible en dépit du fort potentiel de production du pays.

Pour dynamiser la filière piscicole dans la région d'Ihorombe et contribuer à l'amélioration des conditions de vie des pisciculteurs, le Projet AROPA s'emploie depuis quelques années à renforcer les capacités des organisations de producteurs, contribuant ainsi à leur professionnalisation.



Chères lectrices, chers lecteurs,

En reconnaissance du rôle fondamental de l'agriculture familiale dans la sécurité alimentaire, 2014 a été décrétée année internationale de l'agriculture familiale. Une série d'événements vont ponctuer l'année avec pour principal objectif de sensibiliser davantage sur le fort potentiel de ce type d'agriculture et sa capacité à nourrir le monde.

Il s'agira aussi de plaider pour que l'agriculture familiale ne soit plus le parent pauvre dans les politiques de développement. Les États et l'ensemble des acteurs doivent être amenés à créer les conditions de son développement pour que les famines récurrentes, qui minent la survie de nombreuses communautés dans le monde, ne soient plus qu'un souvenir.

En consacrant ce numéro 29.4 à l'« agriculture familiale durable », AGRIDAPE veut contribuer à cette campagne mondiale de promotion de l'AF en partageant une série d'expériences innovantes, mises en œuvre pour la plupart par des projets financés par le FIDA. Ces expériences constituent de véritables références pour la revalorisation durable de l'agriculture familiale et la lutte contre la pauvreté de façon générale.

Bonne lecture…

Agriculture familiale durable et sécurité alimentaire

Longtemps marginalisée et surtout négligée dans les programmes de développement nationaux et régionaux, l'agriculture familiale sort peu à peu de l'ombre et suscite de plus en plus d'intérêt. L'image d'archaïsme qui a souvent accompagné l'agriculture familiale et qui a contribué à la reléguer au rang des types d'agriculture laissés pour compte dans les politiques agricoles s'étiole peu à peu, principalement, grâce au fort potentiel de productivité et à l'incroyable faculté d'adaptation et d'innovation dont elle fait preuve. Son rôle dans le renforcement de la résilience des communautés face à l'insécurité alimentaire et dans la lutte contre la pauvreté commence à faire l'unanimité même si le chemin qui mène vers sa valorisation optimale est encore long et parsemé d'embûches.

En effet, les menaces qui pèsent sur l'agriculture familiale sont encore très nombreuses et ont pour noms, changement climatique, accaparement des terres, dégradation des sols, promotion agressive de l'agriculture industrielle, renforcement de la dépendance aux grandes chaînes agroalimentaires, etc.

Cependant, en choisissant de dédier l'année 2014 à l'agriculture familiale et en exhortant tous les États à s'associer à cet événement planétaire, la communauté internationale semble prendre la pleine mesure de l'importance de l'agriculture familiale, de ses multiples fonctions et de l'urgence qu'il y a de la promouvoir et la développer pour mieux faire face aux crises alimentaires récurrentes qui secouent la planète .


Photo : PNAAFA

Producteurs de maïs

En effet, les agriculteurs familiaux représentent plus de 40% de la population active mondiale et sont à l'origine de plus de 70% de la production alimentaire sur la planète. Au-delà de son rôle de production d'aliments, l'agriculture familiale vit des réseaux sociaux dont le fonctionnement est régi par un système de règles et de pratiques qui concourent, le plus souvent, à une distribution plus équitable des revenus.

Aussi, contrairement à d'autres systèmes d'exploitation agricoles qui bouleversent les équilibres écologiques, l'agriculture familiale repose sur un ensemble de valeurs, de savoirs et savoir-faire qui contribuent à la préservation durable des ressources naturelles et de la biodiversité.

D'ailleurs, selon le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, *«rien ne se rapproche plus du modèle de la production vivrière durable que l'agriculture familiale. Les agriculteurs familiaux gèrent généralement des activités agricoles non spécialisées et diversifiées qui leur confèrent un rôle central pour un environnement durable et la conservation de la biodiversité.»*

Soutenir le développement de l'agriculture familiale est donc essentiel pour assurer une sécurité alimentaire et un avenir durables à l'humanité toute entière. Des conditions sociopolitiques favorables doivent être mises en place, pour relever de tels défis. Ainsi, les exploitations familiales pourraient disposer d'une plus grande autonomie, s'organiser et faire entendre leur voix. Elles pourraient construire leurs propres espaces de dialogue et de renforcement mutuel. Et grâce à l'utilisation de pratiques agro écologiques et à la création de marchés fondés sur des relations plus directes et plus équitables avec les consommateurs, les agriculteurs familiaux pourraient tirer une valeur ajoutée plus importante de leurs activités.

Des institutions telles que le Fonds international de développement Agricole (FIDA) ont bien compris le rôle important que l'agriculture familiale pourrait jouer dans la sécurité alimentaire dans le monde si elle était mieux valorisée. C'est ainsi que, depuis sa création en 1977, le FIDA apporte un appui financier soutenu à ses pays membres pour le développement de l'agriculture familiale et pour aider à améliorer les conditions d'existence des exploitants familiaux. L'institution a investi dans les pays en développement plus de 15 milliards d'USD sous la forme de projets financés grâce à des dons et à des prêts à faible taux d'intérêt, permettant à plus de 410 millions de ruraux pauvres de se libérer de la pauvreté et contribuant ainsi à la naissance de communautés rurales dynamiques.

Les programmes et projets financés par le FIDA en Afrique ont contribué au renforcement de la capacité organisationnelle des OP, qui mieux outillées aujourd'hui, peuvent plus facilement assurer leur auto prise en charge. Ils ont par ailleurs créé les conditions pour un accès plus facile des exploitants familiaux, notamment les plus vulnérables (femmes, jeunes) à des services et équipements adaptés, améliorant ainsi leurs revenus et réduisant leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. C'est donc à juste raison que ce présent numéro d'AGRIDAPE est consacré en priorité au partage d'expériences innovantes mises en œuvre en Afrique de l'Ouest et du Centre par des projets financés par le FIDA.

Renforcer les capacités organisationnelles des OP pour faciliter leur auto prise en charge

En Guinée, le PNAAFA, appuyé par le FIDA, a mis en place un nouveau mécanisme, à travers un comité d'approbation des initiatives (CAI), destiné à aider les paysans à planifier plus rationnellement leurs besoins et à asseoir une meilleure gestion de leur programme de travail et de budget annuel.

Le rôle du CAI est de recevoir et valider l'éligibilité au financement du PNAAFA des activités retenues lors des sessions des Conseils agricoles régionaux, en tenant compte des contraintes et réalités propres aux zones, des capacités réelles des OPA, mais aussi des actions menées par d'autres projets de développement dans les mêmes zones. Il s'est avéré un outil efficace permettant d'assurer la répartition équilibrée des investissements en direction des OPA et des zones d'interventions.

A Paoskoto, une communauté rurale située dans la région de Kaolack, au Sénégal, l'Association pour la promotion du développement à la base (ASPRODEB) a aidé les paysans à se regrouper en coopérative. Cette coopérative mise en place suivant une démarche inclusive a contribué à l'autonomie semencière de la collectivité et à faciliter la commercialisation de la production arachidière.

De même, le Programme de développement rural et agricole communautaire également appuyé par le FIDA (CBARDP) a introduit au Nigéria un éventail d'innovations dont la mise en place d'associations de services financiers (FSA) et l'introduction de nouvelles méthodes de gestion, d'exploitation et d'entretien des associations de développement communautaire (CDA). À travers les CDA, un processus décisionnel participatif intégrant les femmes a été lancé au niveau communautaire pour la planification, la mise en œuvre et le suivi des activités.

Faciliter l'accès des plus vulnérables à des services et équipements de qualité

Pour renforcer l'autonomie financière des exploitations familiales dans la prise en charge de leurs besoins en intrants agricoles (semences, engrais), le PAFA a amené les OP qu'il appuie au Sénégal à mettre en place un Fonds de roulement/intrants. Ce mécanisme d'autofinancement en intrants et matériels agricoles par les ménages permet aux producteurs de couvrir à l'avance leurs besoins en facteurs de production et de bien préparer la prochaine campagne agricole. L'appui du PAFA a beaucoup contribué à l'amélioration de la productivité dans les zones d'intervention du projet.

Toutefois, cette progression de la productivité a aussi été rendue possible par l'encadrement de proximité composé de Conseillers à l'Exploitation Familiale (CEF), une nouvelle approche de conseil agricole et rural, qui constitue une rupture avec l'ancien système d'encadrement des exploitations familiales en milieu rural.

En Basse Guinée Nord l'accès à des semences de qualité constituait, il n'y a pas longtemps, le principal obstacle à une productivité et une production capables de bouter l'insécurité alimentaire hors de la région. Mais le PADER-BGN est venu changer cette donne en mettant en place une initiative de multiplication et de diffusion de semences de riz. L'initiative a ainsi rendu plus disponibles et plus accessibles aux petits producteurs, des semences de qualité. Elle s'adresse singulièrement aux jeunes et aux femmes des exploitations à dominante production agricole pluvial et à force de travail limitée (5 personnes en moyenne) par exploitation familiale.

Promouvoir les activités pastorales et la pêche

L'élevage et la pêche constituent des piliers importants dans les activités des exploitations familiales. Le soutien à la production pastorale et piscicole peut être, dès lors, un important facteur de durabilité des exploitations familiales.

Dans la région de Kidal au Mali, l'économie est essentiellement basée sur l'élevage transhumant et nomade. Les caprins, considérés comme le cheptel le plus facilement valorisable, constituent des sources importantes de protéines animales (viande, lait et les dérivés du lait à savoir beurre, fromage, etc.). Cependant, avec les sécheresses récurrentes, l'abattage massif et la commercialisation à outrance, les effectifs de caprins ont beaucoup diminué remettant en cause la sécurité alimentaire des populations nomades. C'est ainsi que le Programme Intégré de Développement Rural de la région de Kidal (PIDRK) a mis en place une initiative dénommée « prêt animal » pour contribuer à l'augmentation et à la diversification des revenus des populations de la zone à travers la sécurisation des systèmes d'élevage nomade et le développement des activités agro-pastorales sur une base durable. Le projet a acquis 800 petits ruminants auprès d'éleveurs vendeurs qu'il a, ensuite, répartis en noyaux de 20 caprins et distribués à 40 ménages vulnérables, contribuant ainsi à redonner un nouveau souffle à l'élevage caprin et à soustraire peu à peu les populations de la pauvreté.

Pour développer la filière pisciculture dans la région d'Ihorombe à Madagascar, le Projet d'appui au renforcement des organisations professionnelles et aux services agricoles (AROPA) s'emploie depuis quelques années à renforcer les organisations professionnelles de pisciculteurs et à faciliter leurs accès à des équipements et du matériel de production de qualité. L'intervention du projet a contribué à une l'amélioration des revenus et à une réduction sensible de la vulnérabilité des producteurs, notamment les plus pauvres.

Le projet AD2M apporte également des investissements de faible envergure à travers son initiative « microprojets coup de pouce » pour améliorer les activités productives des pêcheurs pauvres de la commune d'Ambatolahy, (district de Miandrivazo, région de Menabe, Madagascar). L'objectif de cette initiative est de réinsérer progressivement les pêcheurs dans une dynamique de développement agricole ou de filière en mettant aussi à leur disposition du matériel et des équipements de pêche. Cet appui a changé la vie de beaucoup de pêcheurs pauvres qui, grâce au « coup de pouce » donné par le projet, ont pu améliorer leur sécurité alimentaire et enclencher un processus leur permettant de rétablir leur situation sociale en investissant le surplus de leurs revenus dans l'agriculture.

Réconcilier jeunesse et agriculture pour assurer la relève et pérenniser l'agriculture familiale

La durabilité de l'agriculture familiale ne repose pas seulement sur celle de l'activité agricole. La durabilité des Hommes, c'est-à-dire celle des acteurs qui contribuent au fonctionnement et au maintien de l'exploitation agricole familiale, souvent négligée, est aussi importante.

Au Sénégal, le CNCR, à travers son collège des jeunes a mis en place un programme dénommé «Ndiangaane» qui signifie littéralement apprentissage. Ce programme tente, à travers une réflexion innovante de former les jeunes sur les valeurs incarnées par les leaders du mouvement paysan afin qu'ils puissent se les approprier d'une manière efficace et se préparer à prendre la relève. En effet parmi les jeunes, il y a de futurs dirigeants que ce programme peut aider à identifier et à préparer à cette tâche.

Le programme se base sur le concept de « mentorat », c'est-à-dire l'établissement d'une relation de confiance entre un mentor (un leader paysan) et un jeune (mentoré) à qui ce premier pourra inculquer les attitudes et les comportements nécessaires pour devenir un bon leader.

Les TIC peuvent aussi beaucoup contribuer à faire de l'agriculture une option plus attractive pour les jeunes, en améliorant les conditions de vie en zone rurale. En effet, beaucoup de jeunes ne trouvent pas l'agriculture comme un secteur intéressant. Chaque année des centaines de jeunes quittent les villages pour s'installer en ville privant ainsi l'agriculture familiale de bras valides et surtout de gens capables de prendre la relève pour pérenniser l'agriculture familiale.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) pourraient ainsi être mises à contribution pour accélérer la transformation de l'agriculture et accroitre le nombre d'opportunités d'affaires qui permettraient d'attirer une bonne partie de la jeunesse.

Quelles politiques pour valoriser et promouvoir l'agriculture familiale ?[1]

L'agriculture familiale peut atteindre son objectif de nourrir le monde à condition qu'elle bénéficie d'un soutien approprié des gouvernements et des partenaires financiers.

Des politiques appropriées doivent être mises en place et appliquées pour protéger et soutenir les petits agriculteurs et leur production. Ces politiques comprennent entre autres :

- Un accès sécurisé et facile aux ressources, telles que le crédit et la terre. Les agriculteurs ont besoin d'être protégés contre le phénomène croissant d'accaparement des terres qui chasse de nombreux petits agriculteurs de leurs terres
- Un accès au marché équitable en protégeant le prix de leurs produits contre le dumping. Toutefois, l'accès au marché ne pourrait se faire sans des routes adéquates et des moyens de transport, ce qui est souvent un défi pour les petits exploitants agricoles dans de nombreux pays.
- La majorité des femmes agricultrices sont impliquées dans l'agriculture familiale et pourtant elles ne bénéficient pas des possibilités de formation technique et d'information. Elles ont besoin de plus d'attention en termes de soutien financier et technique ainsi que des politiques appropriées qui garantissent que leurs besoins soient considérés en priorité dans la planification et la budgétisation au niveau des pays .
- Des installations appropriées pour le stockage et la transformation des aliments peuvent aussi ajouter de la valeur à la production agricole.

En conclusion, les exploitations familiales sont particulièrement vulnérables aux catastrophes, telles que la sécheresse, les inondations, l'invasion de parasites. Évoluant dans un environnement fragile et vulnérable au moindre choc, des centaines de milliers de petits agriculteurs sombrent facilement dans le cercle vicieux de la pauvreté. Dans ce contexte, soutenir les exploitations familiales est devenue une nécessité pour assurer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté de manière durable.

1 Cette dernière partie de l'éditorial est tiré de la contribution de Fatou Batta (Association Nourrir sans Détruire. Burkina Faso) intitulée : « Année internationale de l'agriculture familiale : L'espoir d'un grand nombre de petits agriculteurs ». Le texte est traduit de l'anglais au français.



Les dix qualités de l'agriculture familiale

Jan Douwe van der Ploeg

Photo : PADER BGN.JPG

Riziculture en Basse Guinée Nord

Même dans le cadre de l'année internationale de l'agriculture familiale, le concept y afférant reste flou : de quoi s'agit-il en fait ? Qu'est-ce qui en constitue la caractéristique singulière ? Quelle différence entre agriculture familiale, agriculture commerciale ou agro-industrie familiale ? La confusion s'accroît davantage là où la modernisation de l'agriculture a éloigné la société encore plus de l'agriculture. À l'orée de l'année internationale de l'agriculture familiale, FarmingMatters aspire à clarifier quelque peu le concept. Jan Douwe van der Ploeg nous introduit dans le monde de l'agriculture familiale, qui est considérée "à la fois comme archaïque et anarchique, attrayante et séduisante".

Qu'est-ce que l'agriculture familiale ?

Il s'agit de l'un de ces phénomènes que les sociétés occidentales ont de plus en plus de mal à comprendre. Plusieurs raisons expliquent cette situation. L'une d'entre elles est que l'agriculture familiale est aux antipodes de la logique bureaucratique, des protocoles formalisés et de la logique industrielle qui dominent de plus en plus nos sociétés. Cela fait de l'agriculture familiale quelque chose que l'on perçoit d'une part comme archaïque et anarchique, tout en se révélant comme quelque chose d'attrayant et de séduisant.

Il est également difficile de saisir et de comprendre l'agriculture familiale car il s'agit, fondamentalement, d'un phénomène complexe, multidimensionnel et à plusieurs niveaux. J'essaie d'identifier

ci-dessous dix qualités de l'agriculture familiale. Ces qualités ne sont pas toujours présentes en même temps dans chaque situation particulière. La chose la plus importante à retenir est que la réalité des exploitations familiales est beaucoup plus riche que les deux seuls aspects les plus souvent utilisés pour les décrire, à savoir que l'exploitation est détenue par la famille et que le travail est effectué par les membres de la famille.

Lorsque l'on parle d'agriculture familiale, il ne s'agit pas uniquement de la taille de l'exploitation, à l'instar de l'agriculture à petite échelle ; il s'agit davantage de la façon dont les gens pratiquent l'agriculture et vivent. C'est en cela que l'agriculture familiale est *un mode de vie*.

Équilibre entre l'exploitation et la famille

Commençons par regarder de plus près les dix qualités. Effectivement, *la famille exploitante contrôle les principales ressources (1)* qui sont utilisées dans l'exploitation. Il s'agit notamment de la terre, du bétail, des cultures, du matériel génétique, de la maison, des bâtiments, des équipements et, de manière plus générale, du savoir-faire qui indique comment combiner et utiliser l'ensemble de ces ressources. Les autres ressources, tout aussi importantes, sont l'accès aux réseaux et aux marchés, ainsi que la copropriété que procurent les coopératives. Les exploitants familiaux utilisent ces ressources, non point pour faire des bénéfices mais pour vivre ; obtenir un revenu qui leur procure une vie décente et, si possible, la possibilité d'investir en vue de développer l'exploitation davantage. Cela s'applique même si l'exploitation utilise des équipements ou systèmes d'irrigation et de terrasses coûteux que les agriculteurs ont eux-mêmes construits.

Dans ce cas en effet, l'exploitation familiale est le lieu où la famille fournit l'essentiel de la main-d'œuvre (2). Cela fait de l'exploitation un lieu d'auto-emploi et de progrès pour la famille. C'est par leur dévouement, leur passion et leur dur labeur que l'exploitation connaît un développement plus important et que la famille enregistre une amélioration de ses moyens de subsistance. L'exploitation doit satisfaire aux nombreux besoins de la famille alors que cette dernière fournit à l'exploitation des opportunités. Ce lien entre la famille et l'exploitation (3) est au centre des nombreuses décisions relatives au développement de l'exploitation.

Chaque exploitation spécifique a ses propres équilibres particuliers à assurer, par exemple entre les bouches à nourrir et les bras requis pour faire le travail. Ces équilibres lient famille et exploitation et font de chaque exploitation familiale une collectivité exceptionnelle.

Lier passé, présent et futur

Mais il ne s'agit pas uniquement de propriété et de main-d'œuvre. Les exploitations familiales fournissent à la famille exploitante une partie (ou l'ensemble) de son revenu et de sa nourriture (4). Pour tous les agriculteurs du monde, il devient de plus en plus important de maîtriser la qualité des denrées alimentaires produites sur place (et de s'assurer qu'elles ne sont pas contaminées) (Deo Sumaj). Toutefois, l'exploitation familiale ne se limite pas à un lieu de production (5). C'est un foyer pour la famille exploitante. C'est l'espace auquel elle appartient, tout autant que l'endroit qui lui sert d'abri. C'est l'endroit où vit la famille et où les enfants grandissent.

La famille exploitante fait partie d'un flux qui relie passé, présent et futur (6). Cela signifie que chaque exploitation a une histoire, elle est remplie de souvenirs. Cela signifie aussi que les parents travaillent pour leurs enfants. Ils veulent donner à la prochaine génération un point de départ solide dans ou hors du secteur de l'agriculture. L'exploitation étant le fruit du travail et du dévouement des générations présente et antérieure, la fierté est souvent de mise. Et la colère aussi si d'autres tentent d'endommager ou même détruire l'exploitation construite conjointement.

L'exploitation familiale est le lieu d'accumulation des expériences (7), de l'apprentissage et de la transmission du savoir à la génération suivante, de manière discrète mais ferme (Bishop). L'exploitation familiale représente souvent un nœud dans des réseaux plus élargis qui font circuler de nouvelles idées, pratiques, graines, etc.

Interaction positive avec son environnement

L'exploitation familiale n'est pas seulement une entreprise économique axée principalement, ou uniquement, sur le profit, mais un lieu où la continuité et la culture sont d'importance. L'exploitation familiale fait partie d'une communauté rurale élargie et parfois de réseaux qui s'étendent jusque dans les villes. En tant que telle, l'exploitation familiale est le lieu où la culture se vit et se préserve (8), tout comme elle peut être un lieu d'héritage culturel.

La famille et l'exploitation font aussi partie de l'économie rurale élargie (9), elles sont liées à la localité et portent les codes culturels de la communauté. Ainsi, les exploitations familiales peuvent renforcer l'économie rurale locale car c'est là qu'elles achètent, dépensent et entreprennent d'autres activités.

De même, l'exploitation familiale fait partie d'un paysage rural plus élargi (10). Plutôt que de la contrarier, l'exploitation peut travailler en harmonie avec la nature en utilisant les processus et équilibres écologiques au lieu de les perturber, préservant ainsi la beauté des paysages. Lorsque l'exploitation familiale travaille en harmonie avec la nature, elle participe aussi à la conservation de la diversité biologique et à la lutte contre le réchauffement climatique.

Liberté et autonomie

L'exploitation familiale est une institution qui attire car elle permet une certaine autonomie. Elle incarne une "double liberté": liberté par rapport à une exploitation externe directe et liberté de faire les choses comme on l'entend. Conformément à cette ligne d'action, le travail suppose une interaction permanente avec la nature vivante, une caractéristique à laquelle les acteurs concernés accordent une grande valeur.

L'exploitation familiale représente une unité directe du travail manuel et du travail intellectuel, du travail et de la vie, et de la production et du développement. C'est une institution qui peut continuer de produire dans un environnement capitaliste hostile, tout comme les bactéries anaérobies peuvent survivre dans un environnement dépourvu d'oxygène (J'emprunte cette belle métaphore à Raúl Paz d'Argentine).

Pourquoi est-elle importante ?

L'agriculture familiale est porteuse d'espoir s'agissant de nouvelles pratiques agricoles hautement productives, durables, réceptives, sensibles, novatrices et dynamiques. Vu toutes ces caractéristiques, l'agriculture familiale peut contribuer considérablement à la sécurité et à la souveraineté alimentaires. Sous des formes très variées, elle peut renforcer le développement économique par la création d'emplois et de revenus. Elle offre à de grandes franges de la société des emplois attrayants et peut contribuer considérablement à l'émancipation des groupes opprimés de la société. Elle peut aussi participer constamment au maintien de beaux paysages et de la diversité biologique.

Menaces externes

Toutefois, il pourrait s'avérer impossible de tenir toutes ces promesses effectivement. Tel est le cas en particulier aujourd'hui, à un moment où l'agriculture familiale est saignée à blanc. Lorsque les prix sont bas, les coûts élevés et que la volatilité exclut toute possibilité de planification à long terme ; lorsque l'accès aux marchés est de plus en plus bloqué et que les politiques agricoles négligent les exploitants de fermes familiales ; lorsque la terre et l'eau font de plus en plus l'objet d'accaparement par le grand capital – oui, dans ces conditions, nous constatons que les exploitants des fermes familiales ne peuvent plus apporter de contributions positives à la société. C'est pourquoi nous nous sommes retrouvés dans la situation dramatique où les terres des exploitants de fermes familiales sont inexploitées. Ou, pour utiliser un indicateur macro, que 70 % des pauvres du monde d'aujourd'hui sont des ruraux (Fatou Batta).

Menaces internes

Des menaces internes existent aussi. Aujourd'hui, il est à la mode de parler de la «nécessité de rendre l›agriculture familiale plus commerciale». Elle doit s›orienter «vers la création de bénéfices». De l›avis de certains même, ce serait le seul moyen de «maintenir les jeunes dans l›activité agricole». Bref, l›agriculture familiale devrait devenir moins «rurale» et plus «commerciale». Selon ce point de vue, l›agriculture familiale dans les pays du Sud doit être soumise à un processus de modernisation similaire à ce qui s›est produit dans le Nord.

En effet, une partie de l›agriculture européenne a évolué vers l›agriculture commerciale. Cela transforme la ferme familiale en un simple fournisseur de main-d›œuvre, en oubliant toutes les autres caractéristiques mentionnées ci-dessus. Dans la forme, ces fermes commerciales restent des exploitations familiales ; mais dans le fond, elles sont très différentes. Une différence majeure est que les «vraies» exploitations familiales grandissent et se développent surtout grâce à une gestion intelligente des ressources naturelles, économiques et humaines, et par l›apprentissage intergénérations. Les fermes commerciales se développent notamment par l'absorption d'autres exploitations familiales. Cette tendance à emprunter des trajectoires commerciales est une menace interne majeure à la continuité et à la prédominance des exploitations familiales. Nous le constatons presque partout.



Exploitation familiale en Guinée

Retour au rural

D'importantes contre-tendances existent aussi. Beaucoup de fermes familiales renforcent leur position et leur revenu, par exemple en suivant des principes agro-écologiques, en s'engageant dans de nouvelles activités, et par la production de nouveaux produits et de nouveaux services - souvent distribués par le biais de nouveaux marchés, imbriqués. De manière analytique, ces nouvelles stratégies se définissent sous forme de retour au rural ou «ruralisation». Elles redonnent à l›agriculture son caractère rural tout en renforçant l'exploitation familiale (Delobel). Le retour au rural, c'est la défense et le renforcement de l'agriculture familiale.

Que faire ?

La politique peut être - et est en effet- particulièrement importante pour le sort de l'agriculture familiale. Bien que l'agriculture familiale puisse faire face à des situations fort défavorables (Référence Libéria), des conditions positives peuvent l'aider à atteindre la plénitude de son potentiel. C›est ici précisément ici que réside l›immense responsabilité de la politique, c›est-à-dire des corps de l'État, forums multinationaux (FAO, FIDA et autres agences de l'ONU par exemple), mais aussi partis politiques, mouvements sociaux et société civile en général.

La sécurisation des droits et l'investissement dans les infrastructures, la recherche et la vulgarisation, l›éducation, les circuits de commercialisation, la sécurité sociale, la santé et beaucoup d›autres aspects, peuvent provoquer des investissements de la part des exploitants de fermes familiales eux-mêmes. Cela a récemment été confirmé de nouveau par le prestigieux *Groupe d'experts de haut niveau* sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Le renforcement des organisations et mouvements ruraux est aussi de la plus haute importance. Nous devons garder à l'esprit que les exploitants de fermes familiales, où qu'ils se trouvent dans ce monde, tentent de trouver et de déployer de nouvelles réponses à des situations difficiles. Ainsi, l'identification d'interventions réussies, s'inspirant de pratiques originales, leur transmission à d'autres communautés et à d'autres exploitants de fermes familiales et la création de passerelles en faveur de puissants processus de changement doivent être des points importants de notre agenda. Bref, il reste beaucoup à faire. La bonne nouvelle cependant est que chaque pas est utile, y compris chaque petit pas.

À propos de l'auteur:
Jan Douwe van der Ploeg est professeur de Sociologie rurale à l'Université de Wageningen et à la China Agricultural University à Pékin
Contact : JanDouwe.Vanderploeg@wur.nl
www.jandouwevanderploeg.com



Développement rural et agricole communautaire dans le Nord du Nigéria : les Innovations institutionnelles du CBARDP

Nura Lawal Daura

Le Programme de développement rural et agricole communautaire appuyé par le FIDA (CBARDP) a introduit un éventail d'innovations dans les différentes zones agro-climatiques du Nord-Ouest et du Nord-est du Nigeria où il intervient. Ces innovations, allant des processus des boutiques d'intrants agricoles rurales (RUFIS), des associations de services financiers (FSA) aux pratiques dans la gestion, l'exploitation et l'entretien des associations de développement communautaire (CDA), sont destinées à améliorer les moyens de subsistance et les conditions de vie des populations démunies en milieu rural en privilégiant les femmes et autres couches vulnérables. Les réalisations du CBARDP ont, selon les statistiques, directement et indirectement bénéficié à 720 000 ménages ruraux (soit 5,5 millions de bénéficiaires individuels).



Aménagement hydraulique pour l'irrigation



Approche des associations de développement communautaire et du développement impulsé par la communauté

A travers les CDA, un processus décisionnel participatif intégrant les femmes a été lancé au niveau communautaire pour la planification, la mise en Ðuvre et le suivi des activités. L'un des enseignements à tirer de la mise en œuvre est que la participation communautaire au développement nécessite une institution principale bien structurée comme la CDA pour promouvoir le capital social, instaurer la confiance et la transparence entre les membres des différents groupes et garantir la représentation des femmes dans les comités de la CDA afin qu'elles puissent exprimer leurs priorités. La mise en œuvre a également permis de prendre conscience de l'utilité des plans d'action communautaire (CAP) pour les communautés rurales dans l'identification, la hiérarchisation et l'exécution des projets de développement. Toutefois, il est nécessaire de renforcer les CDA et de créer des comités d'entretien au sein des communautés pour garantir l'entretien et la pérennité des différentes infrastructures même après le retrait du CBARDP.

Associations de services financiers (FSA)

L'accès au crédit s'avère difficile. Par conséquent, en cas de besoin, les gens empruntent à des amis et à des parents, aux prêteurs d'argent (à des taux d'intérêt élevés allant jusqu'à 50 %) dans les zones villageoises. Les incohérences des conditions de prêt, telles que la demande de garantie, ainsi que les réalités socioculturelles et le niveau scolaire faible des agriculteurs ne permettent pas à ces derniers de comprendre les conditions de prêt ni de savoir comment s'y prendre avec les institutions financières. Les FSA appuyées par le CBARDP permettent actuellement à leurs membres d'accéder à un crédit abordable en temps opportun et ont supprimé les exigences de garantie. Même si le modèle FSA est perfectible, l'on a constaté que la sensibilisation continue et résolue, la prise de conscience, un manuel d'utilisation simplifié (traduit en langue locale), des formations (y compris des visites d'étude) et l'inculcation d'un sentiment d'appropriation des FSA par leurs membres ont contribué à l'efficacité des associations de services financiers. Le processus simple de demande de crédit pour garantir la participation de tous constitue un autre enseignement à tirer. Il convient toutefois de noter le financement limité de la production agricole, car plus de 90 % du crédit financier devait financer le petit commerce et les produits non agricoles. L'on a également relevé que les montants des prêts n'étaient pas suffisamment élevés pour sortir les gens de la pauvreté de façon durable. À moins de prendre des mesures délibérées pour injecter du capital dans les FSA et lever la limite du nombre d'entreprises à financer, augmenter les montants des prêts et allonger la durée de remboursement, les fonds prêtables continueront d'échapper aux agriculteurs communautaires.

Renforcement de la productivité des cultures

Avant les interventions du CBARDP, les agriculteurs s'adonnaient à de mauvaises pratiques agronomiques en utilisant principalement des variétés et des intrants inappropriés. Grâce au CBARDP, la productivité des cultures s'est accrue. À cela s'ajoutent l'utilisation des semences de variétés améliorées, l'amélioration des pratiques agronomiques, notamment l'application appropriée des engrais (placement latéral du compost dans certains endroits) et la pratique adéquate du désherbage. Cela dit, les résultats auraient été meilleurs si le programme avait noué des liens plus solides pour renforcer l'accès au marché et la qualité de la vulgarisation. Il s'avère donc nécessaire de se concentrer sur les chaînes de valeur prioritaires et de former des associations de producteurs pour augmenter la marge des agriculteurs du programme. Parmi les autres enseignements à tirer, il convient de noter la nécessité d'intégrer les actions de vulgarisation privées dans la mise en œuvre, l'incorporation de messages de vulgarisation appropriés concernant la population des plantes, la méthode d'application des engrais et la fréquence de désherbage, la nécessité d'une collaboration entre les instituts de recherche (IAR, Institut de recherche du lac Tchad et ICRISAT).

Production de semences communautaires

Dans la plupart des communautés, ce sont des semences locales qui sont utilisées et l'accès à des semences améliorées et de qualité fait défaut. Dans un certain nombre d'États, comme l'État de Yobe, la production de semences communautaires s'est révélée être une solution viable pour faire parvenir les semences aux communautés locales. Cependant, les groupes cibles ont la possibilité d'améliorer la qualité de

la production des semences communautaires car leur modèle n'a été testé avec succès que dans l'État de Yobe. Il est nécessaire de renforcer les compétences techniques du personnel du programme au niveau SSO et CDDT sur la production de semences et la mise à disposition d'unités de manutention et de conditionnement de semences au niveau des producteurs pour renforcer la qualité et le revenu des producteurs de semences.

Clinique para vétérinaire

La clinique para vétérinaire, dispositif de services de santé animale lancée en 2005 pour les communautés bénéficiaires du programme, est destinée à offrir un accès rapide aux premiers soins pour le bétail, ainsi qu'à gérer et à traiter des maladies animales mineures au sein des communautés. En outre, la clinique prend en charge et offre des services de vaccination complémentaires dans les communautés. Ces actions permettent de réduire considérablement la mortalité du bétail, d'améliorer la production/productivité et de renforcer les rendements économiques pour les éleveurs dans les communautés du FIDA. La clinique est gérée par un personnel habilité et formé (des jeunes) en matière d'élevage. Ce personnel est également en contact avec les agents de santé animale des autorités locales qui leur apportent un appui technique. Le gérant de la clinique para vétérinaire reçoit également des formations périodiques et participe à des formations de remise à niveau à l'intérieur et à l'extérieur de sa collectivité locale. Il est formé à la tenue de registres pour consigner les ventes, le nombre d'animaux traités et le nombre de personnes ayant bénéficié des services. Jusqu'ici, les cliniques para vétérinaires ont atteint leurs objectifs dans la plupart des communautés où elles sont implantées. L'on doit, cependant, en créer davantage en raison de leur importance vitale pour le développement du secteur de l'élevage dans les communautés participantes.

Accès aux intrants agricoles par le biais des RUFIS

L'intervention du programme dans l'accès aux intrants a eu lieu dans les zones d'implantation des boutiques d'intrants agricoles (RUFIS). Les RUFIS sont exploitées comme une entreprise par les bénéficiaires et par zone villageoise. Chaque propriétaire de RUFIS a été choisi par la communauté, formé aux produits et à la manutention et a bénéficié d'une aide semences pour acheter des intrants sur la base du recouvrement intégral des coûts par paiements échelonnés.

Le principal impact des boutiques d'intrants communautaires est d'avoir permis aux agriculteurs ruraux d'accéder facilement à des intrants de haute qualité en petites unités, ce qui rend ces dernières abordables. Cette innovation a également poussé davantage les distributeurs d'intrants à commencer à conditionner les engrais en petites unités abordables pour les agriculteurs ruraux. Les boutiques sont également devenues des entreprises viables pour ceux qui ont abandonné l'école. L'étude d'impact a enregistré un total de 165 transactions des boutiques d'intrants à travers les États où le programme est implanté. Le nombre de boutiques d'intrants agricoles établies a dépassé l'objectif de 150 %.

Version modifiée des champs-écoles (FFS) et vulgarisation de l'équipe de développement impulsé par la communauté (CDDT)

Dans les États du Nord, même si les capacités varient à des degrés divers, celles des services de vulgarisation restent limitées, tandis que la sensibilisation est faible et les messages tributaires de l'offre. En outre ces services manquent de fonds pour les déplacements et la logistique. Ces problèmes sont aggravés par la faible scolarisation des agriculteurs. Le modèle de champs-écoles modifié du CBARDP a favorisé la diffusion des technologies, tandis que les responsables agricoles de la CDDT et les spécialistes de divers secteurs basés au niveau de l'administration locale ont animé des formations techniques ciblées et des activités sur mesure visant à faire adopter de meilleures pratiques agronomiques pour la production agricole chez les agriculteurs cibles des zones du programme. Les enseignements à tirer comprennent entre autres la limitation de la taille du champ-école pour le rendre gérable afin que les compétences nécessaires puissent être dispensées avec efficacité. Dans ce cadre, les membres de la communauté, à savoir les CDDT/SMS, sont bien placés pour comprendre les priorités des communautés et fournir des services axés sur la demande.

Irrigation et production agricole en saison sèche

Dans les endroits où l'eau souterraine n'était autrefois pas suffisamment exploitée et utilisée à des fins d'irrigation et où l'agriculture en saison sèche n'était pas pratiquée, le CBARDP a encouragé des technologies simples et rentables, telles que les puits tubulaires ou forages à injection d'eau, les pompes à eau et les dispositifs solaires de levage d'eau qui ont permis aux agriculteurs d'extraire l'eau souterraine des plaines inondables pour l'irrigation. Grâce à l'irrigation, les cultures de saison sèche (oignon, poivron, tomate, pastèque et légumes à feuilles) et d'autres cultures ont été rendues possibles. L'implication des agriculteurs, surtout les jeunes et les femmes, tout au long de la saison et la création de revenus familiaux supplémentaires se sont traduites par l'amélioration de l'apport nutritionnel des ménages, l'existence d'une source de revenus pendant la saison sèche et la promotion de l'emploi des jeunes. L'enseignement à tirer est que l'agriculture en saison sèche constitue un moyen d'exploiter les périodes d'inactivité des agriculteurs et d'accroître les revenus de ces derniers.

Entreprises de transformation de produits agricoles

En général, la transformation mécanisée dans les zones villageoises est insuffisante et, le plus souvent, elle se fait manuellement. Lorsqu'il existe un avantage comparatif dans la production de matières premières, la propriété individuelle d'entreprises artisanales et de transformation agricole comme l'extraction de l'huile d'arachide, la production de farine de maïs, l'usinage du riz et la fabrication de pain contribuent à ajouter de la valeur aux produits locaux destinés à la vente. Les entreprises ont de riches enseignements à tirer de cette réalité, notamment une meilleure gestion, des liens solides avec les producteurs, l'accès sans problème aux matières premières, l'impact clair au niveau des ménages, etc. La vérité est que même si l'approche des groupes doit être maintenue pour faciliter l'accès aux services, la propriété d'entreprises génératrices de revenus doit être une affaire individuelle. L'entrepreneur sera certes encouragé à former des groupements pour tirer parti des économies d'échelle afin d'accéder aux services, y compris influencer les politiques, mais la propriété d'entreprises doit être exclue.

Compléments alimentaires

La malnutrition est un problème répandu chez les enfants, les femmes enceintes et allaitantes dans les villages ciblés par le programme. Le programme a contribué à renforcer l'état nutritionnel des enfants, des femmes enceintes et mères allaitantes dans les villages du programme par le biais de compléments alimentaires, qui sont des aliments fortifiés. L'utilisation des ressources alimentaires locales (mil, soja, arachide, sucre) trouvées dans les Nutripacks communautaires a été l'œuvre de groupements féminins. Il existe un marché pour les aliments nutritifs et enrichis sous forme de Nutripacks qui offre aux femmes des opportunités commerciales pour la production et la vente. La commercialisation de l'alimentation s'avère nécessaire pour la rendre facilement disponible et abordable comme les autres aliments pour bébés dans les marchés.

Accoucheuses traditionnelles (AT)

Des taux élevés de mortalité maternelle et infantile ont été relevés dans tous les États participants. Les femmes accouchaient sous l'assistance de matrones formées à la manière traditionnelle, des femmes âgées la plupart du temps. Les accoucheuses traditionnelles opérant dans les communautés ont reçu une formation, des trousses et ont été enregistrées. Désormais, les jeunes AT collaborent avec les plus âgées pour réaliser des accouchements sans risque dans les villages, ainsi que pour promouvoir l'hygiène personnelle des femmes. Grâce à cette synergie entre les anciennes et les nouvelles AT, les villages du programme sont assurés d'avoir à leur disposition des femmes plus jeunes à même de continuer à fournir les services. Le réapprovisionnement des trousses peut continuer dans la durée grâce aux paiements effectués par les pères de famille dès l'accouchement. Les taux de mortalité maternelle et infantile ont respectivement diminué de 60 % et de 55 % dans les zones villageoises du programme.

Nura Lawal Daura
Agent agricole (CBARDP-FIDA)
elnura3234@yahoo.com



Adapter les objectifs des organisations paysannes de la Guinée à leurs besoins de développement : le rôle du Comité d'approbation des interventions (CAI) instauré par le PNAAFA

Souleymane Diallo

Photo : FPNAAFA

Les sessions de Mini-CAR sont aussi des occasions de partage d'expériences

Depuis 2011, les organisations paysannes de Guinée, soutenues par le Programme National d'Appui aux Acteurs des Filières Agricoles (PNAAFA), se familiarisent progressivement avec les mécanismes et outils de mise en œuvre du Programme, et cela avec succès. En plus des formations, le PNAAFA met à la disposition des producteurs des manuels, des outils de gestion et un cadre de réflexion et de discussions pour leur auto-prise en charge. L'un des mécanismes nouveaux mis en place par le PNAAFA est le Comité d'approbation des interventions (CAI). Il s'agit là d'un cadre de concertations, qui se tient dans chacune des régions naturelles.

L'enjeu de cette expérience c'est d'amener les paysans vers une planification rationnelle de leurs besoins et une meilleure gestion de leur programme de travail et de budget annuel mettant en paquets des activités réalistes et réalisables.

Le CAI, un cadre multi-acteurs au service de l'harmonisation du développement rural

A l'occasion des sessions annuelles du CAI, les acteurs clés de la mise en œuvre du Programme (la Confédération Nationale des Organisations paysannes de Guinée – CNOPG-, ses Cellules techniques régionales et les Unités régionales de Coordination du PNAAFA) se retrouvent pour parfaire leurs plans d'affaires. Le Comité d'approbation des interventions est un organe jeune, qui a démarré avec la mise en œuvre du PNAAFA.

De nombreuses structures participent aux sessions des CAI. En plus des acteurs mentionnés plus haut, il y a les partenaires représentants d'autres projets et bailleurs de fonds évoluant dans le développement rural et agricole. L'idée-force est que les participants aux sessions aient une vision commune et harmonisent les interventions dans la région.

Le rôle du CAI est de recevoir et valider l'éligibilité au financement du PNAAFA des activités retenues lors des sessions des Conseils agricoles régionaux, en tenant compte des contraintes et réalités propres aux zones, aux capacités réelles des OPA, mais aussi en tenant compte des actions menées par d'autres projets de développement dans les mêmes zones, afin d'éviter les duplications d'activités.

Les sessions du CAI sont présidées par un représentant de la CNOP-G et il est composé des représentants des fédérations impliquées ; du représentant de la CNOP-G pour la région ; du représentant de l'Unité régionale de Coordination du PNAAFA (URC) et du représentant de la Direction régionale de l'agriculture. La CNOP-G assure le secrétariat du CAI.

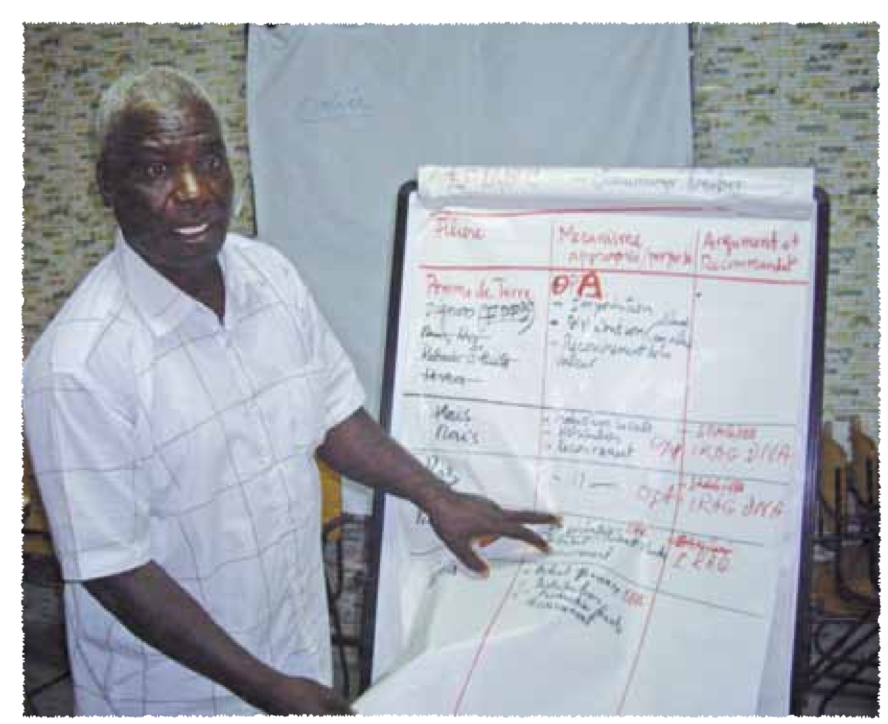
Pour rappel, le CAI est né avec le PNAAFA. Il affine les mécanismes de mise en œuvre du Programme, en complétant les structures de concertation existant au sein des Organisations paysannes (OPA). En instituant cet organe, le PNAAFA apporte une forte valeur ajoutée aux dispositifs de mise en œuvre du Programme.

Le CAI pour compléter les CAR et les Mini CAR

Il est à noter que depuis quelques années déjà, existaient deux (02) instances de concertation au sein des OPA : les ateliers filières ou Mini-Conseil Agricoles Régionaux (Mini-CAR) et les Conseils Agricoles Régionaux (CAR). Ces instances sont des cadres de rencontres initiées par la CNOP-G, à l'effet de présenter et débattre de la pertinence des plans de développement présentés par les OPA en vue de les valider.

Mais bien souvent, les plans de travail soumis par les paysans ne tenaient pas compte des interventions des autres bailleurs de fonds, des contraintes liées aux processus de mise en œuvre des activités et des capacités de décaissement de fonds par les organisations paysannes. Les risques de duplication d'activités, avec celles financées par d'autres bailleurs de fonds et leurs erreurs de planification s'avéraient de véritables goulots pour l'atteinte des objectifs des OPA.

La mise en place et le fonctionnement du CAI se sont ainsi avérés, deux ans après le démarrage du PNAAFA, comme un outil efficace pour assurer la répartition équilibrée des investissements en direction des OPA et des zones d'interventions. Le CAI tient des sessions au niveau de chacune des régions d'intervention du Programme, une fois par an, entre la mi-septembre et octobre.


Photo : PNAAFA

Le responsable d'une OPA lors d'un réunion de planification

Planification efficace des activités et amélioration de la performance des OP

Pour comprendre l'importance de cette institution, il faut remonter aux difficultés que rencontraient les Organisations paysannes en Guinée dans l'identification de leurs besoins et leur planification.

En effet, pour bien d'organisations paysannes, la planification des activités s'apparentait à un simple exercice d'énumération de besoins. Celles-ci étaient programmées le plus souvent, sans tenir compte des moyens disponibles, des réalités et surtout de la pertinence des activités programmées au regard des objectifs de développement des producteurs.

Les risques de duplication d'activités étaient de plus en plus importants, surtout, pour les travaux d'aménagement hydro-agricole et les activités où plusieurs partenaires (Projets) intervenaient. C'est pourquoi, les projets et acteurs de développement intervenant dans les mêmes zones participent aux sessions des CAI.

A ce sujet, explique M. Diallo, technicien d'une OPA, « La présence des représentants d'autres projets à nos réunions sont utiles, car cela nous permet de ne pas reproduire, une activité déjà programmée sur financement d'un autre projet.» Ces rencontres permettent notamment aux OPA d'orienter les financements obtenus vers des activités, pertinentes et réalisables.

Le témoignage d'un partenaire du PNAAFA sur les mutations qu'a connues son organisation après deux années de partenariat avec le Programme illustre les changements des pratiques opérés : « Autrefois nous programmions de nombreuses activités, sans être vraiment sûrs de les réaliser toutes. Mais depuis deux ans, nous apprenons à mieux planifier nos activités, à séparer les activités pertinentes pour nos producteurs de celles qui ne le sont pas. Cela nous le devons au Comité d'approbation des interventions ».

Mamadou Baldé, coordinateur de la cellule technique de l'Union des Groupements agricoles de Soumbalako (UGAS-Mamou) et Point focal du PNAAFA au sein de cette OPA a en effet compris que pour atteindre les objectifs fixés, une programmation efficace des activités est une règle à respecter.

« Cette programmation doit être réaliste et répondre aux besoins réels des paysans », ajoute M. Baldé. Toutefois, des producteurs membres de nos unions avaient l'habitude de faire des programmations démesurées, sans pouvoir les exécuter. « La performance de l'organisation est ainsi remise en question », conclut-il.

Peu compris au démarrage du PNAAFA, le CAI s'avère aujourd'hui comme un outil efficace permettant aux OP d'adapter leurs objectifs de développement à leurs besoins les plus prioritaires.

Souleymane Diallo
(Chargé de la Communication, Gestion des Savoirs et Visibilité, PNAAFA)
sooldia@yahoo.fr

Abdoulaye 2 Bah
(Chargé de la Communication/CNOP-G)

Innovations institutionnelles : Comment fonctionnent les cadres de concertations mis en place par le PNAAFA

1. Processus de validation des activités des OPA

La validation des activités proposées au titre des PTBA se fait par étape et à différents niveaux :

1. Après la tenue des CAR, les sessions des CAI sont immédiatement organisées pour examiner et valider les activités à inscrire au PTBA du PNAAFA. Les activités jugées non éligibles sont rejetées ; celles estimées éligibles mais non réalisables dans l'exercice concerné sont reportées à plus tard.
2. Lors de la préparation du PTBA du PNAAFA, l'UNC consolide et analyse les propositions issues des CAI. Elle apprécie la pertinence des activités proposées et leurs contributions à l'atteinte des objectifs du PNAAFA. Elle s'assure également que les activités sont portées par les groupes cibles et respectent la stratégie d'intervention du Programme. L'UNC procédera aussi à l'examen de la faisabilité des activités retenues, en particulier par rapport au calendrier et aux moyens à mobiliser.
3. L'UNC transmet au Président du CP le projet de PTBA consolidé pour la convocation des membres statutaires en vue de la tenue de la session devant examiner, amender et valider le rapport d'activité annuel et le PTBA.
4. Au niveau du CP, où sont représentées les OPA et leurs faîtières, il sera procédé à : (i) l'examen du bilan de l'exercice écoulé, (ii) l'analyse de la pertinence, la cohérence et la faisabilité des actions proposées dans le PTBA en relation avec les ressources disponibles. Au terme de ce processus, le rapport annuel et le PTBA sont approuvés.
5. A l'issue du CP, le PTBA amendé sur la base des observations formulées est transmis au FIDA pour Avis de Non Objection. L'examen par le FIDA concernera la vérification de la conformité des activités inscrites au PTBA par rapport au contenu des accords de financement et aux documents de base du Programme. S'il y a dissonance ou incohérence, le FIDA en informe l'UNC, qui procède aux ajustements et aux corrections nécessaires.
6. Une fois que les observations du FIDA ont été prises en compte, le PTBA corrigé est transmis à tous les membres statutaires et aux Bailleurs de fonds.

2. Chronologie

L'élaboration du PTBA mobilise différents acteurs parties prenantes du mois d'août jusqu'en novembre de chaque année. Compte tenu de risques de survenance d'opérations critiques, il importe que chaque acteur intervienne en temps opportun. Le tableau ci-après renseigne sur le déroulement du processus et situe l'intervention de chaque partie prenante dans le calendrier d'élaboration.

Périodes	Activités	Responsables
Août-septembre	Organisation des ateliers filières ou mini CAR pour la présentation et la validation des plans de développement des filières (PDF)	Fédérations, Cellules techniques régionales de la CNOP-G, Unités régionales de coordination
Septembre- mi-Octobre	Organisation des ateliers de concertation au niveau régional (CAR et CAI) pour la consolidation du PTBA au niveau régional et l'approbation des actions programmées par les Fédérations et Unions	Fédérations, Cellules techniques régionales de la CNOP-G, Unités régionales de coordination
Octobre	Consolidation du PTBA du PNAAFA à partir des PTA des Fédérations et Unions	UNC et URC PNAAFA
Mi-Novembre	- Tenue de la session du Comité de pilotage en vue de l'examen et de l'approbation du PTBA du PNAAFA - Prise en compte des amendements de la session du CP	UNC
Fin Novembre	Envoi du PTBA examiné et approuvé par le CP au FIDA pour Avis de Non Objection	UNC
Début Décembre	Transmission de la version corrigée aux membres statutaires du CP	UNC

Source : Manuel d'Exécution Technique du PNAAFA (Pages 116 & 117)



Garantir un accès permanant au financement pour assurer la viabilité des OP : l'expérience du PADER-G/Tchad

Gabpobé Aristide



Photo : PADER G

Récolte du sésame, une activité très lucrative pour les Organisation Paysanne

Le PADER-G s'engage pour une nouvelle approche d'encadrement des OP dans le Guéra (région du Tchad), pour en faire de vrais artisans de développement de la région. Un an après la mise en œuvre des actions du Programme sur le terrain, l'approche capte l'attention des bénéficiaires et donne des résultats intéressants.

La nécessité d'opérer l'appui sur un nombre restreint d'OP dynamiques

Maillon intermédiaire pour le ciblage des ruraux pauvres, les Organisations Paysannes (OP) constituent, une excellence porte d'entrée pour l'identification et la priorisation des besoins des petits producteurs. L'ancrage de ces organisations dans le paysage et les dynamiques agricoles, économiques et sociales fait d'elles, un important facteur de durabilité et de pérennisation des interventions. Cependant, on constate que les approches généralement utilisées pour assurer l'implication des bénéficiaires à travers les organisations de base ne s'appuient pas suffisamment sur le renforcement des dynamiques existantes et ont tendance, dans certains cas, à multiplier des structures selon un modèle qui serait (soit disant) adapté au type d'intervention. Il en découle, un foisonnement d'organisations de base qui quelques fois regroupent les mêmes personnes (OP, comités de développement, comités de gestion, comités de surveillance…) rendant ainsi difficile un véritable renforcement organisationnel capable de servir de levier pour agir sur la pauvreté rurale. En outre, la dynamique de ces organisations, faiblement structurées et constituées au gré des opportunités, semble reposer sur la capture des rentes des projets de développement qui interviennent dans leur espace géographique.

Au regard de cette situation, il était crucial d'accorder une place de choix à l'analyse des dynamiques locales existantes lors de la formulation du Programme d'Appui au Développement Rural dans le Guéra (PADER-G). Le diagnostic réalisé par le FIDA en 2010, a montré que sur le millier d'organisations que compte le Guéra, seulement 10% fournissent des services de qualité à leurs membres. C'est la raison pour laquelle les actions du PADER-G devraient permettre d'accroitre l'offre de services des OP à travers le développement des activités novatrices et rentables.

Cette offre devrait permettre aux petits exploitants agricoles d›avoir une maîtrise de leur environnement économique et d'en tirer les meilleurs profits en termes de revenu monétaire agricole et de positionnement stratégique. Un défi crucial pour la réussite du PADER-G mais, difficile à relever au regard d'un contexte caractérisé par une multiplicité d'acteurs intervenants dans le Guéra. Il a donc paru important de prendre du recul par rapport aux méthodes, outils et démarches employés par ces différents acteurs. Cette prudence se justifiait d'autant plus que le diagnostic de 2010 concluait, qu'un appui orienté vers un nombre réduit d'OP dynamiques, jetterait des bases solides à l'émergence d'un mouvement paysan capable de défendre l'intérêt des producteurs et de délivrer des services de qualité à ses membres. C'est ainsi qu'une quarantaine d'OP jugées viables et dynamiques ont été sélectionnées par le PADER-G. L'appui fourni à ces OP se base sur le renforcement des capacités techniques et la mise en place d'un système de financement durable en leur faveur. A court terme, ces actions devraient permettre de constituer une ossature solide autour de laquelle pourrait se construire un réseau d'organisations paysannes orientées vers la professionnalisation.

Un dispositif multi-acteurs orienté vers une responsabilisation des OP

La plupart des organisations paysannes de la région travaillent sur des bases de relation de voisinage ou de parenté autour de la prise en charge d'un certain nombre d'activités à caractères économique, social, et culturel. Malgré leur caractère hétéroclite, on constate progressivement un rattachement des organisations sur la base du principe de proximité. C'est ainsi que selon les cas, on rencontre des groupements de base et des unions de groupements. Le dispositif d'appui préconise une interaction entre ces acteurs à la base et favorise leur mise en relation avec d'autres acteurs institutionnels.

L'ONG Oxfam Intermon, dans le cadre d'une convention de mise en œuvre s'occupe du montage des plans d'affaires au profit des OP. Ces plans sont financés par le réseau de micro finance, mis en place sur le financement du FIDA, sur la base d'une clé de répartition variable selon la nature du microprojet. Le financement comprend une part de subvention, une part de crédit contracté auprès des caisses d'épargne et de crédits complétée par l'apport propre de l'OP. La

proportion de crédit et de l'apport propre des promoteurs avoisine quelque fois les 50% du financement. Cette option vise à renforcer la responsabilisation des OP dans la gestion des fonds mis à leur disposition tout en raffermissant les relations entre ces organisations et les établissements de micro finance.

Un plaidoyer a été entrepris auprès des autres acteurs intervenants dans le financement rural pour accroitre le fonds de crédit et de subvention de manière à pérenniser le dispositif.

Les deux grandes étapes marquantes de l'expérience

Deux principales étapes se dégagent de la mise en place de cette expérience. Il s'agit du renforcement organisationnel des OP et l'opérationnalisation du dispositif de financement rural en faveur de ces entités.

- ***Renforcer les capacités des OP pour plus de dynamisme***

Au démarrage du PADER-G, des ateliers d'explication et de sensibilisation ont été organisés dans chaque département afin d'expliquer aux OP la vision du programme en matière d'appui à la structuration des organisations paysannes. À la suite de ces sensibilisation, des rencontres ont été organisées avec les OP afin d'identifier et de hiérarchiser les services économiques prioritaires qu'elles peuvent offrir à leurs membres. Cela a permis aux acteurs d'internaliser la démarche expérimentée par le PADER-G et de comprendre le rôle qu'ils pourront jouer dans ce processus ainsi que des avantages qu'ils pourront en tirer.

À l'issue de cette phase, un diagnostic rapide complémentaire a permis d'élaborer un plan de renforcement des capacités en faveur des OP. La mise en œuvre du plan s'effectue sur la base des formations thématiques sur des aspects liés à la gestion, l'entreprenariat et la commercialisation mais aussi, par un programme d'alphabétisation dans les villages d'où sont issues les OP. À ce jour, 35 centres fonctionnels comptant plus de 1000 auditeurs sont régulièrement suivis par l'inspection départementale d'alphabétisation du Guéra.

L'appui fourni par le PADER-G a permis de raffermir le sentiment des OP de s'engager dans une démarche considérée par certains comme une révolution positive dans le domaine de l'appui à la structuration des organisations paysannes dans le Guéra. A la suite de cet appui, on constate un renforcement de l'encrage institutionnel des OP et l'accroissement de leur crédibilité vis-à-vis des ONG, des services déconcentrés de l'État et des institutions de micro finance.

- ***Opérationnaliser un dispositif de financement rural en faveur des OP***

Dans le cadre du financement des initiatives des OP, une réflexion de départ a été menée au sein de l'équipe du projet. La réflexion a notamment porté sur la problématique du financement des microprojets par subvention à fonds perdus. À l'issue de ces réflexions un manuel de gestion de ce fonds a été rédigé en interne et validé avec l'appui d'un consultant, avec la participation d'autres acteurs au développement intervenant dans la région. Le schéma de financement des microprojets retenu par le manuel comporte une part de subvention et une part de crédit contracté par les OP auprès l'Union des Caisses d'Epargne et de Crédit du Guéra (UCEC-G), complétée par l'apport propre de l'OP. L'ensemble du financement est logé dans le compte de l'OP ouvert dans l'une des caisses de l'UCEC-G.

Le Taux d'intérêt applicable aux crédits du Fonds d'Appui aux OP ne comprend pas le taux de base qui est le coût de la ressource, sauf en cas de conversion de ce fonds en dépôt à termes. Dans ce cas, le taux de rémunération sera alors inclus au taux de sortie du crédit. Par ailleurs, l'échéancier de remboursement des crédits tient compte de la rentabilité de l'activité concernée, et négocié d'accords-parties entre les OP et l'UCEC-G. Ce mécanisme a permis aux OP de renforcer les liens avec l'UCEC-G.

Des avantages indéniables selon l'avis des bénéficiaires

Au niveau actuel de la mise en œuvre de l'expérience, l'étude d'évaluation de l'impact et des changements induits n'a pas encore été conduite. Cependant, les différents suivis et les entretiens avec les OP font ressortir un réel engouement pour cette nouvelle démarche et pour les avantages que ces organisations en tirent. Les membres des OP apprécient particulièrement, le fait qu'ils accèdent plus facilement au financement et qu'ils se dynamisent à travers des appuis combinant le renforcement des capacités techniques et le développement des activités rentables.

Amélioration de l'accès au financement rural

Les membres des OP sont unanimes sur le fait que l'amélioration de leur relation avec l'UCEC-G a permis de renforcer leur crédibilité vis-à-vis des autres partenaires au développement. L'accès au crédit à des taux préférentiel et la subvention accordée par le PADER-G leur permet de développer les activités rentables et de renforcer leurs capacités financières. Dans plusieurs cas, on constate qu'en plus de créer de la richesse, le dispositif mis en place raffermie les liens entre les membres de l'OP. En effet, il fait naitre une certaine solidarité autour des activités développées par chaque OP. À la longue, l'émulation créée par le dispositif pourrait être un tremplin pour le renforcement du dynamisme de ces OP.

- ***Amélioration des capacités techniques, économiques et de plaidoyer des OP***

Le principe de base de l'expérience est que le renforcement des capacités classique des OP ne doit pas occulter leur renforcement économique et de plaidoyer.

En effet, ces trois dimensions (Institutionnelle, économique et plaidoyer) sont largement interconnectés dans le processus qui se déroule sur le terrain. Si l'appui aux fonctions économiques des OP est indispensable à leur viabilité et à leur visibilité opérationnelle en particulier vis-à-vis de leurs membres, l'appui institutionnel (gestion, gouvernance, fonctionnement) est aussi essentiel pour le bon pilotage de l'ensemble de leurs activités. D'autre part, la fonction de plaidoyer des OP doit être soutenue afin de renforcer leur participation aux processus politiques notamment en matière de sécurité alimentaire dans la région du Guéra. L'analyse de la situation sur le terrain, à la lumière des entretiens avec les membres des OP, montre que ceux-ci commencent à prendre conscience de cette interconnexion et ressentent les avantages d'une telle approche.

En effet, les sessions de formation ont permis à 200 dirigeants d'OP du Guéra d'acquérir des rudiments pour l'amélioration du leadership au sein de leurs organisations respectives. Au delà des résultats quantitatifs, le montage des plans d'affaires, par un processus participatif, a permis de recadrer la vision des OP, de les inscrire sur le long terme et de les orienter vers des créneaux porteurs en vue de faciliter leur future professionnalisation. Par ailleurs, les OP appuyées par le PADER-G ont gagné en crédibilité vis-à-vis d'autres partenaires qu'ils soient privés (acteurs des filières agricoles par exemple) ou publics (bailleurs de fonds, Gouvernement, etc.).

Des perspectives prometteuses

Pour un accès permanent des OP au financement, il est nécessaire de rendre durable le dispositif mis en place. En effet, l'érosion anticipée du fonds de subvention constituera un risque pour le fonctionnement de ce dispositif. C'est pourquoi, il est nécessaire de fédérer les actions des autres projets et partenaires au développement intervenant dans le financement rural autour de cette initiative de manière à ce que le maximum de financement destiné à la région du Guéra passe par ce dispositif. Ce plaidoyer à déjà commencé avec l'implication de ces acteurs dans le processus de mise en place du dispositif et se poursuit au quotidien par la diffusion des résultats obtenus.

Les différentes démarches que le PADER-G entreprend dans le sens de ce plaidoyer font croire qu'il se positionne comme un acteur incontournable dans l'appui à l'émergence d'un mouvement paysan fort dans la région.

Gabpobé Aristide
Responsable de la Composante « OP » PADER-G
gabpobe@yahoo.fr



Aménagements hydro-agricoles et renforcement des capacités des acteurs paysans au Burkina Faso: le PADER-GK dope la résilience des plus vulnérables au Changement climatique

Daouda Maïga

Photo : SIED Afrique

Aménagement hydroagricole

En réponse aux nombreuses contraintes du développement des activités agropastorales dans les provinces de Gnagna et Kourittenga, au Burkina Faso, le PADER-GK, a mis en place un programme d'aménagement hydro-agricole et de renforcement de capacités au bénéfice des acteurs paysans. Les réalisations du projet ont contribué au renforcement de la résilience des plus vulnérables au changement climatique et à l'insécurité alimentaire.

Les provinces de Gnagna (EST) et Kourittenga (C-E) au Burkina Faso renferment 501 villages pour une population de plus de 620. 000 habitants (RGPH, 2006) caractérisée par une forte proportion de jeunes de moins de 20 ans et un taux de personnes actives de l›ordre de 50%.

Les exploitations familiales assurent l'essentiel de la production agricole à travers un système de production agro-pastoral extensif, avec plusieurs spéculations agricoles exclusivement destinées à l'autoconsommation.

Cependant, les aléas climatiques régulièrement constatées plongent la zone dans une instabilité alimentaire et nutritionnelle chronique qui nécessite que des actions d'envergure soient menées pour garantir les productions céréalières et maraichères indispensables à la création de richesses au profit des populations.

En effet, à cause du Changement climatique dont les effets sont durement ressentis dans la zone, les eaux de pluie sont pour la plupart déviées des agro-écosystèmes. La disparition du couvert végétal accentue l'érosion hydrique des sols. Les

eaux ne sont pas infiltrées dans le sol mais ruissellent rapidement; ce qui diminue le volume d'eau disponible pour la production agropastorale. L'eau de ruissellement arrache la couche arable du sol compromettant ainsi gravement les régimes hydrologiques.

De plus, la faible maîtrise de l›eau, l'insuffisance dans la planification des activités des producteurs, la pression humaine sur les terres, la dégradation et la fragilité des écosystèmes, mais également, le déficit organisationnel des OP, etc. constituent de véritables entraves au développement de ces deux provinces.

Pour redynamiser les activités agro-pastorales et contribuer à l'atteinte de la sécurité alimentaire dans la zone, le Projet d'appui au développement rural décentralisé dans les provinces de la Gnagna et du Kouritenga (PADER/GK), démarré en 2008 a entrepris de mettre en œuvre un ambitieux programme d'aménagement hydro agricole, d'équipement et de renforcement de capacités à l'endroit des producteurs et autres acteurs.

Objectifs et stratégies de mise en œuvre du projet

L'objectif global du PADER-GK est de contribuer à l'augmentation de la production agricole et à l›amélioration des conditions de vie des populations rurales des provinces de Gnagna et Kourittenga en vue d'asseoir une sécurité alimentaire durable dans la zone.

Le projet s'inscrit dans le cadre des objectifs de réduction de la pauvreté et de la stratégie d'augmentation de la production agricole du Burkina Faso.

Plus spécifiquement, le projet s'emploie à financer le développement d'infrastructures, d'équipements ruraux et des activités locales de renforcement de capacité à l'intention des acteurs.

Les activités prévues dans le cadre de la mise en œuvre du projet sont entre autres, l'aménagement de bas-fonds et de périmètres irrigués, la réhabilitation et la construction de barrages et de pistes rurales, l'équipement des communes, des Directions Provinciales de l'Agriculture et des maisons de la femme en matériels divers (motos, matériels agricoles, etc.) ainsi que la réalisation d'infrastructures socio-économiques (forages, écoles, CSPS, etc.) à la demande.

Figurent aussi au menu des activités prévues par le projet, la réalisation d'une étude sur les filières porteuses et une d'étude diagnostique des OP.

Des résultats probants

Le PADER/GK a à son actif de nombreuses réalisations :

- 450 ha de bas-fonds aménagés
- 78 ha de périmètres irrigués aménagés
- 4 barrages réhabilités (800 000 à 1 200 000 M3)
- 440 ha de cordons pierreux mis en place
- 264 fosses fumières réalisées (1320 T de fumure organique)
- 13 forages réalisés (7100 personnes suppl. ont accès à l'eau potable)
- 133 femmes formées à la confection et à l'utilisation des foyers améliorés

Ces réalisations ont eu un impact non négligeable sur le renforcement de la résilience des communautés paysannes à l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, bien que n'étant pas initialement orienté «Changement Climatique», le projet a réalisé un certain nombre d'aménagements qui contribuent largement à l'adaptation au changement climatique. La réhabilitation de barrages a permis de réduire les effets de la variabilité pluviométrique sur la disponibilité de l'eau particulièrement en saison sèche. La multiplication des diguettes (cordons pierreux) a contribué à la réduction de l'érosion hydrique en augmentant l'infiltration de l'eau et réduisant le stress hydrique des cultures en période de sécheresse. L'application du compost augmente aussi la capacité de rétention de l'eau du sol en plus d'améliorer ses propriétés physico-chimiques tandis que les cultures de contre saison sur les périmètres aménagés permettent de combler les déficits de production et de productivité liés à une pluviométrie aléatoire.

En plus de l'impact positif des aménagements hydro agricoles, la réalisation de forages a permis à de nombreux paysans pauvres de se soustraire des problèmes liés à l'accès à l'eau potable. L'utilisation de foyers améliorés a enfin grandement contribué à réduire la consommation du bois et donc la pression sur les ressources forestières de la zone. Cette pratique contribue ainsi à lutter contre la désertification et les effets du changement climatique à travers l›économie d›énergie.

Le changement climatique est reconnu de nos jours comme une menace sérieuse qui compromet les efforts pour le développement durable sous toutes les latitudes et particulièrement au Sahel.

A cet effet, il est urgent de mettre en œuvre des politiques et des stratégies volontaristes et prévisionnelles pour remplacer l'approche actuelle de lutte, fragmentée et réactive, contre la sécheresse et pour l'adaptation aux effets du changement climatique.

Propositions d'actions pour passer à l'échelle

En termes de perspectives, quelques actions sont proposées pour renforcer les résultats du projet, il s'agit de :

- L'élaboration et la mise en œuvre de notices d'impact environnemental (NIE) par l'application systématique de mesures d'atténuation/optimisation et un suivi environnemental adéquat (bas-fonds, périmètres irrigués) ;
- La réhabilitation des petits barrages pour renforcer la maîtrise d'eau, économiser la ressource et réduire les effets des aléas pluviométriques sur la production;
- Le traitement des ravines, la protection des berges, le reboisement et la capitalisation des bonnes pratiques de DRS/CES (zaï, demi-lunes, cordons pierreux, etc.) et leur mise à l'échelle pour contribuer davantage à réduire l'érosion, à restaurer les sols dégradés et à améliorer la fertilité des sols ;
- Le renforcement des capacités des femmes : (i) en matière de transformation des produits agro-alimentaires et (ii) dans la confection et l'utilisation des foyers améliorés.
- La conception de beaucoup d'ouvrages de stockage d'eau (barrages) et leur réalisation se sont souvent soldées par des échecs avec des ruptures de digue. Il s'agit de mettre en évidence les liens dans les couples « Ressources en eau et climat actuel », et « Ressources en eau et climat futur « en incluant dans les études les considérations liées aux changements climatiques avec une passerelle vers les crues de fréquence rare.

Daouda Maïga
Coordonnateur National du PADER-GK
maigadaouda@yahoo.fr





Promouvoir une gouvernance plus inclusive des OP : les résultats probants de l'ASPRODEB dans le renforcement de la dynamique organisationnelle des producteurs du bassin arachidier, au Sénégal

ASPRODEB

Photo : ASPRODEB

Production de semences d'arachide

L'ASPRODEB appuie depuis quelques années les OP du Bassin arachidier dans le renforcement de leurs capacités organisationnelles afin de faciliter leur accès à des semences de qualité. Cet accompagnement a contribué à faire des organisations paysannes de la région des acteurs clés de la reconstitution du capital semencier au Sénégal.

Face à la baisse de la production arachidière et à la demande de semences certifiées exprimée par les exploitations agricoles familiales, l'idée de prise en charge de la production de semences par ces dernières émergea suite à des rencontres entre les leaders des OP, l'Etat et ses partenaires financiers.

En 2007, le Gouvernement du Sénégal a ainsi obtenu un appui financier de la Banque Mondiale et du FIDA à travers le PSAOP 2 pour mettre en œuvre une action pilote de production de semences certifiées d'arachide par les producteurs organisés en entreprises privées de type coopératif.

Les résultats concluants ont incité le Ministère de l'Agriculture, en 2008 dans le cadre du programme COM – STABEX, à demander à l'Association pour la promotion du développement à la base (ASPRODEB) d'accompagner les organisations de producteurs pour qu'elles deviennent des acteurs majeurs de la reconstitution du capital semencier arachide grâce à leur professionnalisation.

Le programme de Facilité Alimentaire UE-FIDA est venu renforcer les acquis des programmes susmentionnés. Par ailleurs, il a permis de poursuivre la mise en place de

coopératives de producteurs de semences d'arachide dans différentes régions à forte potentialité agricole notamment Kaolack. A Paoskoto une communauté rurale située dans cette région, l'ASPRODEB a aidé les paysans à se regrouper en coopérative qui a contribué à l'autonomie semencière de la collectivité et à faciliter la commercialisation de la production arachidière.

Une dynamique organisationnelle ancienne

Paoskoto est une Communauté rurale située dans la zone agro-écologique du bassin arachidier du Sénégal. Elle se trouve dans le Département de Nioro du Rip à une cinquantaine de Km de Kaolack. Composée de 120 villages dont la plupart sont frontaliers de la Gambie, elle a connu dès le début de l'indépendance, comme les autres contrées du Sénégal, les organisations de type coopératif. Malheureusement, ces structures n'ont pas donné des résultats satisfaisants en raison d'un mode de gestion administré par l'Etat qui laissait peu de place à la participation paysanne dans les prises de décision.

La communauté rurale de Paoskoto dont les paysans sont demeurés réceptifs aux innovations a connu beaucoup de type d'organisations de producteurs tels que les groupements, les sections villageoises, le Comité villageois de Développement (CVD), la centrale d'achats etc.

Paoskoto a aussi été le creuset de programmes pilotes de développement rural initiés par l'Etat tels que le PSAOP, le PNIR, le PNDL.

L'avènement du PSAOP a suscité la création du Cadre Local de Concertation des Organisations de Producteurs (CLCOP) qui réunit toutes les OP de la Communauté rurale. Cette structure a servi de cadre d'échanges, d'informations et de sensibilisation des producteurs pour la mise en place de la coopérative de Paoskoto.

Une coopérative de producteurs de semences d'arachide mise en place suivant un processus inclusif

Un comité d'initiative pour assurer l'information et la sensibilisation

La communauté rurale de Paoskoto a été choisie pour implanter une coopérative par l'Etat et les responsables du projet en raison de toutes les innovations dont elle est bénéficiaire. Le processus de mise en place de la coopérative a débuté par une réunion de sensibilisation et d'informations des producteurs organisée par le CLCOP avec l'appui de l'ASPRODEB qui a engagé un consultant pour la circonstance. Le consultant a animé une discussion qui a abouti au choix du type d'organisation la plus appropriée à savoir la coopérative.

Par la suite, un comité d'initiative composé de 07 membres a été constitué sur la base d'un découpage en 06 zones. Celui-ci a été effectué suivant des critères géographiques (proximité des villages, importance de la population, polarisation), culturels et historiques (liens de parentés et ancienneté des villages), etc.

Le comité d'initiative est ainsi composé d'un représentant par zone hormis la plus peuplée qui bénéficie de deux (2) membres.

Ses missions étaient :

- l'information et la sensibilisation de tous les producteurs de la localité, des leaders d'organisations, des autorités locales et administratives sur l'objet et les enjeux de la coopérative ;
- l'identification et le recensement des membres potentiels ;
- la rédaction d'un projet de statuts et de règlement intérieur pour la coopérative ;
- l'élaboration et l'envoi d'une lettre d'intention de mise en place de la future coopérative à la DRDR ;
- la proposition d'un plan d'action et la préparation d'un compte d'exploitation prévisionnel ;
- la restitution des informations à l'ASPRODEB ;
- et l'organisation de l'assemblée générale constitutive de la coopérative (fixer la date, envoyer les lettres de convocation, louer la salle et la préparer, proposer un ordre du jour).

Le mandat du comité d'initiative prend fin une fois ces activités réalisées.

Des organes de gouvernance reconnus du fait de leur mise en place transparente et démocratique

L'Assemblée Générale Constitutive (AGC) de la coopérative des producteurs de semences d'arachide de Paoskoto a réuni le 06 Décembre 2007 tous les producteurs résidants de la Communauté rurale recensés par le comité d'initiative comme des membres potentiels, les représentants des organisations faîtières de producteurs, les autorités administratives et locales, les représentants de la DRDR ou de la SDDR, etc.

Devant cette instance, le comité d'initiative présente son rapport d'activité (processus ayant abouti à l'assemblée générale) puis expose le projet de statuts et règlement intérieur pour amendement et validation.

Un Conseil d'Administration et un Bureau Exécutif élu

A la suite de l'adoption du rapport du comité d'initiative, il a été procédé au versement des parts sociales. Cette opération a eu pour but de compter le nombre réel d'adhérents.

L'AG constitutive de Paoskoto a réuni 132 producteurs qui devaient élire un Conseil d'Administration (CA) de 09 membres et un organe de contrôle composé de 03 commissaires aux comptes dont le rôle est de vérifier les états financiers de la coopérative.

Le CA de Paoskoto ainsi constitué a proposé, à huis clos, un Bureau Exécutif composé de 06 membres dont un Président et son Vice-président, un Secrétaire et son adjoint et un Trésorier et son adjoint. Cette proposition de Bureau exécutif a été ensuite présentée à l'AGC pour validation.

Les critères d'adhésion des membres de la coopérative sont:

- être résidant de la communauté rurale ;
- avoir au moins 4 hectares de terres cultivables ;
- disposer du matériel agricole et du personnel adéquats;
- être crédible et solvable auprès des banques ;
- verser une part sociale de 10 000 FCFA et une cotisation annuelle de 2500 FCFA.

Une bonne représentation des femmes et des jeunes

Dans la mise en place des instances, les initiateurs ont fait prévaloir un souci d'équilibre dans la représentativité qui tient compte du découpage zonal et du genre. C'est ainsi que sur les 132 membres présents à l'AGC, 74 sont des femmes et 35 des jeunes (- 35 ans). Trois femmes sont membres du CA. Elles sont aussi représentées dans le BE au poste de trésorier et de secrétaire adjoint.

Un personnel d'appui technique recruté selon des normes standards

A l'issue de l'AGC, le nouveau Bureau Exécutif s'est rapproché de l'ASPRODEB pour procéder au recrutement de son personnel d'appui technique composé d'un Directeur de niveau Bac + 4 ou 5 en agronomie, économie, gestion d'entreprises ou disciplines connexes, d'un technicien de niveau BFEM+ 3 en agriculture ou dans un domaine similaire avec une expérience dans la filière arachidière et de 06 observateurs issus de la communauté rurale.

Pour ce faire, le Président de la coopérative a lancé un appel à candidature. Avec l'appui de l'ASPRODEB, il a procédé au tri des dossiers de candidatures, fait passer des entretiens aux candidats présélectionnés pour en choisir les meilleurs. Ensuite ceux qui sont pressentis ont été convoqués au siège de la coopérative pour leur expliciter les tâches attendues et leur proposer un contrat. Si les 2 parties trouvent un accord, un contrat de prestations est signé entre le

Conseil d'administration de la coopérative représenté par le Président et le personnel d'appui technique.

Cette procédure de recrutement qui correspond aux normes standard de la gestion des ressources humaines est fondamentale dans le management de la coopérative car elle permet une bonne collaboration entre l'équipe technique et les membres de la coopérative et la supervision de celle-ci par le Conseil d'administration.

Une production de semences certifiées sécurisée grâce à la contractualisation

Afin de sécuriser la production de semences certifiées, la coopérative a signé un contrat avec chaque producteur membre. Ce dernier par cet acte, s'engage à respecter le cahier des charges pour la production de semences, à livrer la totalité de sa production à la coopérative et à rembourser les crédits contractés. Quant à la coopérative, elle s'engage à acheter la totalité de la récolte des producteurs. L'avantage de cette formalisation par un contrat signé, est de pouvoir sanctionner les producteurs qui ne respectent pas leurs engagements. Par exemple un producteur qui vend les semences dans le marché parallèle pourrait être exclu de la coopérative et/ou poursuivi en justice.

Un accompagnement technique et financier constant qui débouche sur des partenariats fructueux

Pour consolider les acquis engrangés dans le cadre de la promotion des coopératives de producteurs de semences, l'ASPRODEB a bénéficié de la part du programme de Facilité Alimentaire UEFIDA d'appuis substantiels. Cela a permis d'octroyer une subvention d'équilibre à la coopérative de Paoskoto pour assurer la prise en charge du personnel technique et les frais de fonctionnement.

En attendant, la coopérative gère par elle-même des ressources financières. Par ailleurs, pour satisfaire les besoins spécifiques en matière d'équipements et d'infrastructures économiques, la coopérative a reçu de la part du programme des appuis logistiques et des équipements collectifs de traitement et de conditionnement des semences (Tarare, couveuse, bâches de protection, bascule électronique). Ces moyens ont beaucoup contribué à la qualité de la production et facilité la commercialisation.

Les appuis techniques pour l'exécution des activités ont été assurés par les agents de l'ASPRODEB. Le contrôle des champs, a été fait par les agents techniques des services semenciers de la DRDR et supervisé par la DISEM, conformément à la réglementation sur les semences certifiées d'arachide commune aux pays d'Afrique de l'Ouest.



Photo : PNAAFA

Producteurs de semences d'arachide

Pour mieux planifier la commercialisation, une convention de financement a été conclue avec la CNCAS afin de permettre à la coopérative de disposer de fonds pour acheter et stocker la totalité des semences produites en attendant la vente à d'autres coopératives ou à des producteurs d'arachide.

La coopérative entretient aussi des relations de partenariat avec d'autres organisations locales telles que le Club Environnement qui lui a prêté un magasin de stockage.

Dans le cadre du programme, elle a reçu de l'ISRA chargé d'exécuter la composante Recherche, des semences de pré-bases durant la campagne 2010/2011. La proximité de la station de Nioro facilite l'appui technique et logistique et la communication entre l'ISRA et la coopérative.

La gestion durable des coopératives

Avec les espoirs placés sur les coopératives, la question de leur durabilité se pose : sont-elles dans une dynamique qui leur permet d'accéder à l'autonomie financière et d'assurer leur propre pérennisation ?

Certains facteurs peuvent entraver cette perspective. Parmi ceux-ci on peut citer :

- La dépendance vis à vis d'autres structures pour l'acquisition d'équipements ou la prise en charge de l'équipe technique,
- Le manque d'esprit entrepreneurial de la part des managers des coopératives qui les empêche d'anticiper sur le cours des événements et de définir une véritable politique d'autonomisation envers les partenaires classique ,
- L'absence de politique cohérente de l'Etat dans la sous-filière semencière qui expose les semences certifiées à la concurrence des « semences tout venant ».

Pour faire face à ces facteurs défavorables, il faut :

- Une politique d'entretien et de renouvellement des équipements.

  Cela commence par mettre un peu d'argent de côté pour les amortissements ;
- Une formation des élus et des visites d'échanges entre les coopératives qui marchent bien et celles qui ont des difficultés ;
- Un plaidoyer auprès de l'État.

Conclusion

Au cours de ces quatre années, un état d'esprit nouveau est né : les producteurs semenciers, leurs élus et leur personnel technique sont convaincus que la coopérative est un outil puissant, capable d'apporter des réponses durables à leurs problèmes. La coopérative est aussi un instrument pour d'autres perspectives notamment une meilleure prise en charge de la commercialisation des produits agricoles.

Le chemin est encore long mais le réseau, qui regroupe toute les coopératives et leur rend des services d'achats d'intrants groupés, et de commercialisation tout en favorisant un partenariat avec les structures techniques de l'État, les banques et l'ASPRODEB, contribue à asseoir les bases d'une pérennisation des coopératives.

Source : Document de capitalisation « Une expérience rurale novatrice : la production de semences certifiées ». (2012)

ASPRODEB – Sénégal
asprodeb@asprodeb.org
www.asprodeb.org



Faciliter l'accès aux facteurs de production pour renforcer la résilience des exploitations familiales : l'expérience novatrice du PAFA dans le Bassin arachidier, au Sénégal

PAFA – Sénégal



Photo : PAFA

Semences d'arachide

Avant l'arrivée du Projet d'Appui aux Filières agricoles (PAFA) dans le Bassin arachidier au Sénégal, les exploitations familiales évoluaient dans un environnement socio-économique difficile : dégradation des terres, faible diversification des activités, accès insuffisant aux intrants et aux matériels agricoles etc. Une situation qui avait fini par habituer les petits producteurs et productrices à de longues périodes de soudure et à l'exode massif des forces vives des terroirs villageois vers les centres urbains. À travers la mise en œuvre de sa composante « Diversification agricole et Accès au marché », le PAFA appuie la production et la commercialisation au profit des ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle a mis en place un dispositif de contractualisation entre les organisations de producteurs (OP) et les opérateurs de Marché(OM).

Dans le cadre de cette mise en relation, l'OP s'engage à livrer à temps une production déterminée répondant à des critères de quantité et à des normes de qualité spécifiées dans un cahier de charges, et l'OM à acheter cette production selon des modalités et un prix dont les mécanismes de fixation sont précisés à l'avance.

Toutefois, pour satisfaire aux exigences contractuelles, les agriculteurs familiaux doivent non seulement bien maîtriser les circuits de commercialisation, mais également être en mesure d'assurer une production en quantité et en qualité qui répond à la demande des marchés agricoles modernes. Ce qui passe nécessairement par l'utilisation systématique de semences certifiées, des fertilisants, de matériel agricole fonctionnel et d'un système de conseil agricole performant.

L'épargne-intrants : un mécanisme d'autofinancement des intrants et du matériel agricole par les ménages

Pour rendre autonome les exploitations familiales afin qu'elles puissent être en mesure de prendre en charge elles-mêmes le financement de leurs besoins en intrants agricoles (semences, engrais), le PAFA a amené les OP à mettre en place un Fonds de roulement/intrants.

Au démarrage de la campagne, chaque ménage signe un contrat de performance (production et commercialisation) avec l'OP porteur du Sous-projet d'accès au marché (Spam). Cette entente détermine les quantités et les normes de qualité auxquelles sont soumis les producteurs membres. « En conformité avec le principe de cofinancement dégressif retenu dans la mise en œuvre, chaque producteur dépose à la récolte, auprès de l'organisation porteur du Spam, une quantité de sa production équivalente à ses besoins en intrants pour la campagne suivante » explique Aissatou Cissé, la présidente du groupement « Takku Liggey » de Nganda (une localité de la région de Kaffrine), porteur d'un Spam de première génération. Le PAFA intervient dans ce processus et appuie à hauteur de 80% les OP contre 20% apportés par les bénéficiaires sur le financement des Spamla première année. En deuxième année, le projet donne 60% et les bénéficiaires 40%.En troisième année, le projet contribue pour 40%, et les bénéficiaires 60% et en quatrième année, les bénéficiaires prennent en charge la globalité.

L'épargne-intrants permet aux producteurs de couvrir à l'avance leurs besoins en intrants et de bien préparer la prochaine

campagne agricole. Ainsi par exemple les producteurs de maïs appuyés par le projet n'ont eu aucune difficulté pour préparer la campagne agricole 2013, à la faveur de la mobilisation de l'épargne-intrants. De même, l'OP qui a contractualisé avec un OM, également fournisseur d'intrants agricoles, maîtrise parfaitement les mécanismes de collecte et de sécurisation de cette contribution indispensable au financement des activités du Spam. « Ici, nous avons appris avec le PAFA à dégager dès la récolte l'apport nécessaire dans le cofinancement de la campagne. Ce qui nous a permis, en relation avec notre OM partenaire, d'anticiper dans la mise à disposition des facteurs de production » se réjouit la responsable morale de « Takku Liggey».

L'expérience est aujourd'hui bien intégrée par les groupements-partenaires et porte ses fruits. Le mécanisme a ainsi permis aux producteurs disposant depuis plusieurs mois de cette épargne en nature, calculée au prorata de l'apport personnel de l'OP et indexée au prix plancher du kilogramme sur le marché, de mettre tous les atouts de leur côté pour aborder sereinement la campagne de production. Certaines OP ont même réussi à fructifier cet apport personnel à travers la mise en place d'une banque de céréales villageoise au profit de ménages non bénéficiaires du projet. En outre, les produits de la vente de ces stocks sont affectés à l'achat des semences, d'engrais et même de matériel agricole.Un Fonds de roulement venu à point nommé si l'on en juge les résultats appréciablesobtenus en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'augmentation et de diversification des sources de revenus des ménages vulnérables à la pauvreté.

Gestion communautaire du matériel agricole pour faciliter l'accès des ménages vulnérables aux semoirs et houes

Dans la Communauté Rurale de MakaYopp (région de Kaffrine) où l'agriculture est la principale source d'alimentation et de revenus, les ménages qui ne disposaient pas d'équipements ou de matériels agricoles étaient nombreux à délaisser les champs pour les centres urbains à la recherche de meilleures conditions de vie.

Pour soutenir la production agricole et afin d'encourager la petite mécanisation agricole, nécessaire pour faciliter et accélérer les opérations culturales et de post-récolte, respecter le calendrier cultural et les dates de livraison des récoltes aux OM, le PAFA contribue à faciliter l'acquisition des équipements et matériel agricole adaptés aux besoins de la petite exploitation agricole.

Le mode de gestion et d'utilisation des équipements est le suivant : chaque OP, après avoir acquis un parc de 10 semoirs et autant de houes, met en place un comité de gestion qui définit les modalités d'utilisation, demaintenance et de renouvellement du matériel. Puis l'OP identifie les ménages les plus vulnérables en son sein et totalement dépourvus de matériel agricole avant de fixerun calendrier d'utilisation par ces ménages démunis moyennant un tarif forfaitaire de 10.000FCFA par campagne. L'utilisation du matériel est donc accordée en priorité aux ménages extrêmement vulnérables à la pauvreté.

Depuis le lancement de l'initiative, le PAFA a fourni 2160 semoirs et 1220 houes. A Fass Nguérane, l'accès au petit matériel est devenu aisé et son mode de gestion rassure la communauté des petits producteurs et productrices. *« Avant l'arrivée du Projet, l'activité agricole battait de l'aile du fait d'un manque notoire de semoirs, de houes. Nous accusions toujours du retard dans les semis car il fallait louer le petit matériel au niveau des producteurs équipés. Mais celui-ci n'était pas toujours disponible à temps réel ou on devait attendre que certains terminent. Il était fréquent de voir un semoir tourner à longueur de journée entre les mains de plusieurs ménages.»* comme le rappel Mbaye Diouf, le président de la fédération des producteurs de Fass Nguérane initié en 2012 soutenue par le PAFA. Mieux, la plupart des ménages-cibles ont acquis, en l'espace de deux campagnes, leurs propres semoirs et houes. Car, les gains de temps et de productivité et le respect des itinéraires techniques obtenus grâce au matériel agricole qui ontpermis d'accroître les rendements agricoles.

Internalisation du conseil agricole pour des rendements de qualité

En plus du renforcement des mécanismes pour sécurisation de la disponibilité des intrants, les agriculteurs familiaux, pour assurer leur sécurité alimentaire et la commercialisation des excédents de production, ont beaucoup investi pour l'accroissement de la production et des rendements agricoles. Toutefois, cette nette progression de la productivité (toutes spéculations confondues)a aussi été rendue possible par l'encadrement de proximité composé de Conseillers à l'Exploitation Familiale (CEF), une nouvelle approche de conseil agricole et rural, basée sur l'approche OP et qui constitue une rupture avec l'ancien système d'encadrement des exploitations familiales en milieu rural.

Identifiés au niveau de chaque OP, les CEF constituent des relais villageois formés par des techniciens de l'Agence Nationale de Conseil agricole et Rural(ANCAR). Dotés de guide de Bonnes Pratiques Agricoles (BPA) et de plans des BPA en direction des producteurs et productrices, ils sont en charge du conseil et du suivi de la mise en œuvre des activités des Sous-projet d'accès au marché (Spam) et assurent la démultiplication de la formation sur les Bonnes Pratiques Agricoles.

Dynamiques et réceptifs, ces jeunes CEFqui opèrent sous le contrôle de l'ANCAR ont beaucoup contribué au respect strict des calendriers et itinéraires techniques par les OP et au meilleur suivi des cultures. Maimouna Faye, la présidente de l'Union des groupements de femmes productrices de niébé à Niakhar (région de Fatick) témoigne : « Avant l'arrivée de ces relais, toute la communauté rurale se partageait les services d'un seul agent de l'ANCAR, qui nous visitait de manière épisodique. Ce qui n'était pas sans conséquence sur le suivi des cultures. Mais cette difficulté est aujourd'hui dépassée par la mise sur orbite des CEF. Ce sont des fils du terroir bien formés qui nous encadrent tout au long de la campagne agricole. Finies donc les pertes de temps parce que ces jeunes villageois sont toujours présents à nos côtés et leur accompagnement est très apprécié par les producteurs». A la faveur de leur engagement et de leur entière disponibilité, ces personnes ressources dont la rémunération à terme sera totalement prise en charge par l'OP porteur du Spam, participent au renforcement du capital social par la mobilisation des énergies endogènes des terroirs villageois.

Résultats

Le développement et l'encadrement par le PAFA de ces trois innovations institutionnelles dans le Bassin arachidier ont renforcé la capacité de résilience des exploitations agricoles familiales à la pauvreté. L'acquisition de semences certifiées et d'engrais de qualité et de petit matériel facilitée par une épargne-intrants fonctionnelle et un mode de gestion efficient au service des plus vulnérables, combinée à une internalisation du conseil agricole au sein des OP,a boosté la performance des petits producteurs.

Dans le sillage de la première campagne agricole, malgré un déficit pluviométrique les petits producteurs de la zone d'intervention du projet avaient réussi à améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, celle de2012 a enregistré des rendements records pour le mil (2.95 tonnes/ha), le sorgho (2.52 t), le niébé (1 tonne) et le sésame (0.8t).En effet, les rendements du mil et du niébé sont passés respectivement de 575 à 1250 kg/ha, de 300 à 700 kg/ha. Les rendements du sésame quant à eux ont triplé. Grâce à l'amélioration de la productivité, le niveau d'autoconsommation a considérablement augmenté et les revenus des ménages aussi. Après trois ans de mise en œuvre, le projet a touché directement 16854 ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire à travers le financement et l'encadrement de 318 Spam.

PAFA – Sénégal
pafaucp@yayoo.fr



Faciliter l'accès à des intrants de qualité : la stratégie du PADER-BGN pour renforcer l'autonomie semencière des paysans de Basse Guinée Nord

Djibril Tamsir Bangoura

La production et la diffusion de semences par les porteurs de microprojet améliorent l'accessibilité aux semences de qualité, les revenus et les conditions de vie des agriculteurs. C'est ce que démontre l'initiative du PADER-BGN, un projet initié en octobre 2004 et mis en œuvre en Guinée dans deux régions administratives (Boké et Kindia), cinq préfectures (Boffa, Boké, Fria, Dubréka et Télimelé) et 26 Communes Rurales.



Couple de riziculteurs en Basse Guinée Nord

Le PADER-BGN vise la production et la diffusion de semences de qualité. Dans les zones d'intervention du projet, on constatait, avant sa mise en œuvre, une grande faiblesse des rendements des petits producteurs (seulement 600 kg/ha pour le riz de coteau et 1200 kg/ha pour le riz de bas-fonds). Des rendements faibles causés non seulement par la pauvreté des sols mais aussi par l'insuffisance et l'inaccessibilité de semences de qualité dues aux carences dans leur distribution et à l'inexistence d'un système de multiplication de proximité.

Pourtant, en ce domaine, la demande est forte. En 2011, par exemple, les besoins en semences de riz étaient supérieurs à 38 tonnes et le projet a reçu 702 demandes des producteurs. Elles concernent des zones agro-écologiques variées, allant des coteaux favorables à la culture pluviale aux mangroves pour les cultures de riz tolérantes à la salinité, en passant par les bas-fonds qui offrent la possibilité de faire plusieurs campagnes et les plaines d'eau douce exploitées en période hivernale.

L'amélioration de la production agricole, l'un des piliers de la politique guinéenne de développement agricole, passe par l'utilisation de semences de qualité. Cet enjeu a été rappelé par le Président de la République de Guinée, le Pr. Alpha Condé. Lors d'une rencontre avec des acteurs du développement agricole, il a jugé inconcevable que la Guinée, malgré ses énormes potentialités, continue à attendre les bateaux de riz importé.

C'est la raison pour laquelle l'initiative de multiplication et de diffusion de semences de riz a été lancée. Il s'agit, de façon générale, d'améliorer la production agricole et les revenus et d'assurer la sécurité alimentaire. De façon spécifique, le projet vise à rendre plus disponibles et plus accessibles aux petits producteurs, précisément les exploitants de la Basse Guinée Nord, des semences de qualité. L'initiative s'adresse singulièrement aux jeunes et aux femmes des exploitations à dominante production agricole pluviale et à force de travail limitée (5 personnes en moyenne) par exploitation familiale. Ces derniers cultivent entre 1 et 1,5 hectare de terre dont l'accès, sur la base d'un prêt annuel conforme au droit foncier coutumier, reste précaire.

Former les paysans à la production et à la conservation des semences

Le projet a formé 377 paysans dont 73 femmes sur les techniques de production et de conservation de semences, la déontologie semencière, de même que la formation en GERME 1 (Gérez Mieux Votre Entreprise) et en PACTE (Partenariat pour des Actions Concertées par des Transferts et des Echanges).

Les micro-entrepreneurs semenciers ont été aussi accompagnés dans la structuration avec la mise en place de 21 coopératives communales et de 5 unions préfectorales de semenciers. Il a reçu de l'IRAG, l'Institut de Recherche Agronomique de Guinée, à travers les stations de recherche de Kilissi et Koba, environ 67 tonnes de semences de base.

Sur la base d'un contrat tripartite de multiplication de semences établi par le PADER-BGN, les multiplicateurs s'engagent à utiliser les intrants mis à leur disposition exclusivement sur la superficie prévue à cet effet, à respecter les itinéraires techniques préconisés, à livrer une redevance correspondant au double de la quantité de semences reçue au bénéfice des autres producteurs et à poursuivre la production et la diffusion de semences de façon durable dans leur localité.

Le PADER-BGN a appuyé la multiplication des semences de riz au niveau local, à travers la mise à disposition d'autres intrants

Tableau : Variétés de riz mises à la disposition des micro-entrepreneurs producteurs de semences

Nom de la variété	Origine géographique	Date d'introduction	Groupe variétal
Suakoko 8	Libéria	02/05/1984	Cycle moyen
Roks	ADRAO (Sierra Leone)	10/04/1994	Cycle moyen
CQ15	Thaïlande	10/07/1982	Cycle très long
Balanta	Bafata (Bissau)	12/06/1988	Cycle long
RD15	Thaïlande	02/04/1983	Cycle moyen
Kandingni	Locale	2009	Cycle moyen

(engrais, pesticides) et d'équipements tels que des motoculteurs, des attelages, des pulvérisateurs à dos, des bâches, des sacs vides et du petit outillage.

La multiplication des 67 tonnes de semences de base a permis d'obtenir environ 2 875 tonnes de semences de qualité acceptable (2006-2012). Par ailleurs, 3031 petits producteurs ont été dotés en semences de qualité (20 kilogrammes en moyenne par personne) au prix moyen de 3000 GNF par kilogramme, là où le prix de la semence non subventionnée oscille entre 5000 et 7000 GNF par kilogramme.

Le PADER-BGN a aussi conclu un contrat de suivi technique avec l'Agence nationale de promotion rurale et du conseil agricole (ANPROCA), un contrat de production de semences de base et de formation des semenciers avec l'Institut de recherche agricole de Guinée et un contrat pour la certification des semences produites avec la Direction Nationale de L'Agriculture (DNA).

Renforcer la sensibilisation

D'ores et déjà, il faut se réjouir des succès de cette initiative de multiplication des semences. Sans aucun doute, elle s'est avérée pertinente et a prouvé sa compatibilité avec les contraintes majeures diagnostiquées, grâce à une forte mobilisation des porteurs et une formation de qualité. L'exécution du projet a fait émerger une dynamique organisationnelle autour de l'activité de production de semences, avec la mise en place de 21 coopératives communales et de 5 unions préfectorales de semenciers. Ce qui a permis d'éviter des dérapages tels que les détournements de fonds ou d'objectifs.

Le PADER-BGN a renforcé le suivi rapproché des activités de production semencières par les opérateurs de mise en œuvre du projet agents de l'ANPROCA ainsi que la sensibilisation à travers des contrats avec les stations de radios rurales et communautaires de la zone sur le fait que les semences ne sont pas destinées à « faire bouillir la marmite ».

Augmentation des rendements

L'accessibilité des semences, l'amélioration du revenu, l'amélioration des conditions de vie ainsi que la mise en place des coopératives sont des critères sur lesquels porte l'appréciation de cette expérience et sa pérennisation.

En ce qui concerne la disponibilité des semences, les conditions d'accès ont énormément évolué. Avant la mise en œuvre de l'initiative de production de semences de base, les producteurs étaient véritablement à la merci des usuriers qui leur imposaient des conditions drastiques. À titre d'exemple, pour un prêt de 20 kilogrammes de semences, ils devaient rembourser 100 kilogrammes, à la fin de la campagne paddy. Certains producteurs étaient obligés de se transformer en ouvriers agricoles, travaillant six heures par jour pour trois kilos de semences, au détriment de la mise en valeur de leur propre champ.

Grâce au projet, ils produisent aujourd'hui des semences de meilleure qualité et en commercialisent une partie (par exemple en 2012, ils ont vendu a travers leurs coopératives au Gouvernement 32 tonnes de semence de riz).

Ils s'affranchissent ainsi des usuriers. Naturellement, l'augmentation de l'offre de semences a beaucoup fait baisser leur prix qui est passé de 6000 à 4500 GNF par kilogramme permettant la généralisation de la pratique de multiplication des semences.

Une telle évolution a généré l'augmentation des rendements, qui sont passés de 600 kilogrammes à environ deux tonnes à l'hectare sur les coteaux, et de 1200 kilogrammes à trois tonnes à l'hectare dans les bas-fonds et 3,5 à 4 Tonnes dans les mangroves. Les superficies cultivées et la production ont par ailleurs sensiblement augmenté dans les zones d'implantation des microprojets sur les semences par exemple les micro-entrepreneurs semenciers membres des coopératives ont emblavés plus de 370 ha de riz. Un des effets de l'initiative est aussi qu'elle a permis la réplication des formations reçues par les micro-entrepreneurs auprès d'autres producteurs de leur localité. Quant au coût d'accès des petits producteurs aux semences, il a été fortement réduit : ils ne payent aux multiplicateurs, pour en bénéficier, que 20% de la quantité de semences reçues.

En ce qui concerne l'amélioration des revenus, il faut prendre en compte la création d'emplois et l'augmentation des rendements chez les semenciers. 1 460 multiplicateurs, employant des saisonniers, ont été recensés. Il y a aussi des « réplicateurs » et leurs ouvriers. Le chiffre d'affaires réalisé par les microprojets de la zone de Télimélé a dépassé 205 millions de GNF pour un résultat net de 103 585 463 millions. Tout cela favorise la réduction du chômage et accentue la solidarité familiale et communautaire – une réalité aujourd'hui –, même s'il existe des problèmes de sécurisation des fonds pour des porteurs, du fait de l'éloignement des Associations de Services Financiers (ASF) par rapport à certaines zones d'intervention. On a aussi noté, concomitamment à l'augmentation des revenus des populations, l'effet inattendu – même s'il demeure quelque peu marginal – du développement de la polygamie dans certains cas !

Sécurité alimentaire

La réduction de la pauvreté permet aussi aux bénéficiaires d'accéder à davantage de services et de confort. On le constate à travers le passage des maisons en briques de banco à des maisons en briques de ciment, à travers l'amélioration de l'équipement domestique (lit, ampoules fluorescentes, téléviseurs, etc.). On le constate aussi à travers la satisfaction accrue des besoins primaires (santé, habillement, scolarisation des enfants). La sécurité alimentaire a été relevée grâce à une production en hausse et à une alimentation diversifiée et plus régulière (augmentation du nombre de repas par jour). Le rapport d'impact final du PADER-BGN indique qu'en 2013, 89 % des ménages ont déclaré avoir connu au moins une période de disette au cours des 12 mois qui ont précédé l'enquête contre 94% en 2006, soit une amélioration de 5 points.

La mise en œuvre de la production et de la diffusion des semences a largement contribué à améliorer l'accessibilité aux semences de qualité, les conditions de vie et le niveau de sécurité alimentaire des paysans bénéficiaires de la Basse Guinée-Nord.

Djibril Tamsir Bangoura
djibriltb@yahoo.fr
PADER BGN



Gestion mixte des Banques céréalières de soudure au Niger: l'expérience du PUSADER dans le village de Korop

SRSE/PUSADER/TAhoua
Abdoullaye Soumaila

Les banques céréalières constituent des outils importants de lutte contre l'insécurité alimentaire au Niger. Pour assurer la gestion efficiente de la banque céréalière du village de Korop, dans la région de Tahoua, le PUSADER, un projet financé par le FIDA, a instauré un système de gestion mixte basé sur la pleine participation des femmes.


Photo : CBARDP

Banque de semences

Pour contribuer à l'atténuation de la crise alimentaire qui a secoué le Niger en 2009/2010, suite à une campagne agro-pastorale déficitaire, le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) a financé le Projet d'Urgence d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au développement Rural (PUSADER).

Dans sa composante 1, le projet appuie les ménages vulnérables, identifiés lors d'un ciblage participatif par les communautés, en moyens pour reconstituer leurs biens.

C'est dans le cadre de cette composante du projet que le village de Korop (commune Rurale de Bagaroua, région de Tahoua/Niger) a bénéficié de 110 tonnes de mil et d'un magasin en matériaux définitifs. Ce stock devait servir à constituer une banque céréalière de soudure (BCS) destinée aux populations les plus vulnérables.

Processus de mise en place et fonctionnement de la banque de céréales de Korop

Après la phase d'information sensibilisation sur les BCS assure par l'ONG partenaire ARIDEL et la mise en place du magasin et du stock de céréales, les villageois ont élu un comité de gestion de la banque. Les membres du comité sont choisis sur la base de critères préalablement définis. Ces critères accordent une place importante aux femmes qui jouent un rôle de premier plan au sein du comité.

Les membres du comité sont ensuite formés aux opérations de la banque, ce qui leur permet d'assurer une gestion correcte de celle-ci.

La banque fonctionne sur la base de crédits remboursables à la récolte avec un petit intérêt. Deux modes de cession ont été adoptés à savoir :

- La vente directe pour les ménages moyennement vulnérables ;
- Et la vente à crédit pour les ménages extrêmement vulnérables reconnus comme sérieux pour rembourser.

Le choix de ces deux modes de cession résulte de la volonté de minimiser les effets des années déficitaires car, dans la zone de Korop, 4 années sur 5 sont déficitaires. Le niveau de vulnérabilité des ménages est déterminé par recensement avec les communautés qui classent les ménages par degré de vulnérabilités. Les activités des BCS (vente à crédit et au comptant) sont dirigées prioritairement vers les ménages vulnérables.

Résultats :

Selon les communautés, la gestion mixte de la BCS assure une disponibilité de vivres dans le village surtout pendant les périodes des travaux.

Il est hautement recommandé de respecter la parité hommes/femmes dans le processus de sélection des membres du comité de gestion de la banque. Ce critère permet de sélectionner les hommes et les femmes les plus aptes à gérer la banque et favorise la prise en compte des besoins et préoccupations de l'ensemble de la communauté.

Le mode de cession par crédit permet également aux ménages extrêmement vulnérables d'accéder aux stocks.

Aboulaye Gounzari, le chef de village de Korop salue vivement cette initiative du PUSADER et du FIDA qui a beaucoup contribué à l'atténuation de l'insécurité alimentaire dans son village : « la BCS a créé une disponibilité et accessibilité locales de céréales dans mon village. Depuis sa mise en place, l'approvisionnement en vivres a été facilité. Avant nous partions à Changnassou (11 km) pour acheter parfois deux "tias" (environ 10 kg)».

Quelques défis à relever pour assurer la durabilité de la banque céréalière

Pour rendre plus durables et pérenniser les services rendus par la banque céréalière de Korop aux communautés, il convient de renforcer la formation des membres du comité de gestion afin d'éliminer tout risque de mauvaise gestion de la banque.

Les céréales sont souvent vendues à des prix trop bas, inférieurs aux prix prévisibles à la récolte suivante, ce qui contribue à la diminution des stocks. Il faut, dès lors, s'assurer que les prix à la cession permettent le renouvellement des stocks quelles que soient les fluctuations des prix au fil des années.

Aussi, les problèmes liés au non-remboursement des crédits constituent un danger pour la banque. En effet, les villageois ont, parfois, des difficultés à acheter les céréales stockées et décident de les céder totalement à crédit. En cas de succession de mauvaises campagnes, les remboursements posent problème.

ABDOULLAYE Soumaila
SRSE/PUSADER/TAhoua
abdoullaye71soum@gmail.com



Promouvoir la pratique du warrantage pour faciliter l'accès aux intrants aux petits agriculteurs dans la zone d'intervention du PICOFA, au Burkina Faso.

Jacob OUEDRAOGO



Photo : PICOFA

Une boutique d'intrants

Souvent présenté comme un outil de spéculation sur les fluctuations de prix et d'accès au crédit, le warrantage permet aussi aux producteurs de se protéger d'une pression sociale qui les pousse à ponctionner régulièrement une partie de leurs récoltes et à mettre en danger la sécurité alimentaire de leur ménage en période de soudure. Dans la région Est du Burkina Faso, le Projet d'investissement communautaire en fertilité agricole (PICOFA) a entrepris de disséminer la pratique du Warrantage auprès des groupements de femmes et de jeunes en vue de réduire la vulnérabilité des ménages en période de soudure et faciliter l'accès aux crédits, parfois nécessaires au développement d'activités génératrices de revenus.

Burkina Faso : un pays agricole par excellence

Traditionnellement, l'agriculture est l'activité économique la plus importante du Burkina Faso. Elle fait vivre plus de 10 Millions de burkinabés et occupe plus de 84.1% de la population active.

Depuis plusieurs années, cependant, l'agriculture burkinabé est confrontée à plusieurs problèmes dont l'exploitation des ressources naturelles sans renouvellement et sans apport suffisant d'éléments nutritifs et de matière organique, et les pratiques paysannes non favorables à la conservation du capital sol. Les terres agricoles deviennent de plus en plus pauvres et les terres pastorales de plus en plus dégradées. Les pertes de terres sont estimées à 10-15 tonnes par hectare et par an et le taux de matière organique est très faible (environ 0,6 % à 0,8%) entraînant une faible capacité de rétention de l'eau et une faible capacité d'échange cationique.

Pour renverser cette tendance, le Gouvernement a adopté en 1998, avec l'appui des partenaires au développement, une Stratégie Nationale de Gestion Intégrée de la Fertilité des Sols (SNGIFS) et un Plan d'Action de Gestion Intégrée de la Fertilité des Sols (PAGIFS). Il a alors demandé l'appui des bailleurs de fonds, notamment le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et le Fonds Africain de Développement (FAD), pour financer le Projet d'investissement communautaire en fertilité agricole (PICOFA). Initié pour une durée de huit (8) ans (2004-2012), le projet a couvert les cinq (5) provinces de la région Est du Burkina Faso (le Gourma, la Kompienga, la Gnagna, la Komondjari et la Tapoa) où le phénomène de la pauvreté et le problème de la dégradation des sols se manifestent particulièrement.

Résoudre les contraintes au développement agricole dans la région Est

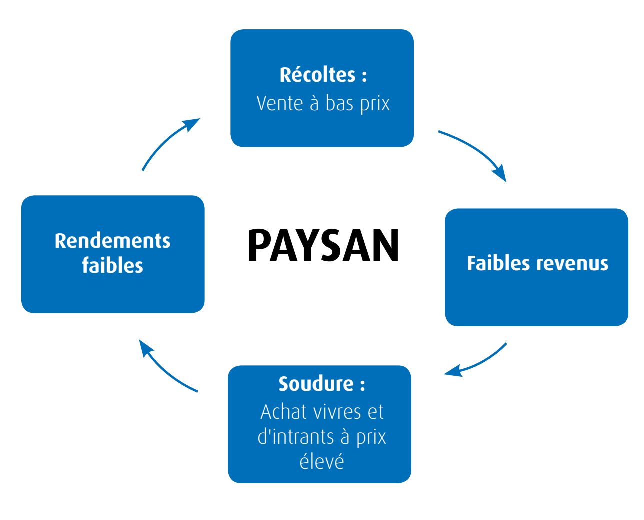
Pour résoudre ces contraintes, une recherche-action participative en milieu réel a été conduite par un consortium avec pour objectif de développer et mettre au point neuf (9) paquets technologiques selon les zones agro-écologiques de la région de l'Est et des principales spéculations des producteurs.

Le PICOFA a adopté une approche « plan villageois de gestion intégrée de la fertilité des sols (PVGIFS) » comme outil de planification et de gestion intégrée de la fertilité des sols (GIFS). L'approche combine plusieurs technologies : conservation des Eaux et des Sols, Agroforesterie, défense et restauration des sols, utilisation d'engrais minéraux, de semences améliorées, conseil à l'exploitation, etc. Ainsi 40 PVGIFS élaborés entre 2006 et 2012, 25 ont été mis en œuvre à travers la vulgarisation des paquets technologiques dans des champs-écoles en comparaison avec les champs témoins caractérisés par la pratique paysanne.

Le tableau suivant fait état des principales améliorations des rendements constatées :

Spéculation	Situation de référence	Situation actuelle
Mil	550 kg/ha	950 kg/ha
Sorgho	650 kg/ha	1,3 t/ha
Maïs	750 kg/ha	3,1 t/ha
Riz pluvial	1,3 t/ha	4 t/ha
Niébé	550 kg/ha	787 kg/ha

En apportant un soutien aux actions d'intensification des productions agricoles, le problème de disponibilité et d'accessibilité des intrants de qualité s'est vite posé (engrais minéraux surtout). En outre, à la récolte, les besoins d'argent poussent les paysans à céder la production au premier venu à bas prix (excès d'offre), tandis que la nécessité de commencer une nouvelle saison agricole ou de se nourrir quelques mois plus tard les obligera à recourir au marché pour acheter vivres et semences à prix élevés (excès de demande). Le paysan se retrouve ainsi coincé dans un cercle vicieux :



Pour faire face à ce problème et gérer de manière efficace l'accroissement des rendements des principales spéculations, le projet a mis en place des boutiques d'intrants et introduit le warrantage dans ses zones cibles en partenariat avec le Réseau des caisses populaires du Burkina (RCPB). Une ligne de crédit de 90 millions a été mise à disposition à cet effet.

Les boutiques d'intrants pour lutter contre les problèmes d'approvisionnement

Avec ses partenaires que sont Institut de l'environnement et de la recherche agricole (INERA), l'International Fertilizer Development Center (IFDC), la Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Hydraulique (DRAH), les Commerçants d'intrants et les d'Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) et Comité villageois de développement (CVD), le PICOFA a développé un mécanisme d'accès aux intrants à travers la mise en place de boutiques d'intrants de proximité.

Les producteurs et les productrices rencontrent en effet plusieurs problèmes pour s'approvisionner en intrants. Les principaux problèmes sont : prix élevés des intrants, insuffisance de connaissances des intrants par les producteurs et productrices, rupture de stocks et l'impossibilité d'acheter en détail sur les marchés, éloignement des points d'approvisionnement.

Le rôle de la boutique d'intrants est alors de mettre à disposition et à proximité des producteurs des intrants de qualité, notamment des semences améliorées, des engrais, des produits phytosanitaires, des produits vétérinaires, etc.

Les OPA/CVD ont bénéficié d'une subvention de départ avec des intrants composés de semences améliorées, d'engrais (Urée, NPK) et des produits de traitement. Un comité ainsi que des outils de gestion ont été mis en place et leurs capacités renforcées.

Mise en place d'un crédit céréalier à travers le warrantage

L'opérationnalisation du warrantage dans la zone d'intervention du PICOFA a suivi le processus suivant : (i) organisation d'un voyage d'étude au Niger en 2008 au profit de 20 producteurs, dont 3 femmes, pour voir comment le procédé est mis en œuvre au Niger ; (ii) formation des producteurs et autres partenaires sur le processus du warrantage et techniques de conservation des stocks; (iii) mise en place et formation des comités de gestion; (iv) constitution des stocks (produits, techniques); (v) évaluation des stocks constitués ; (vi) Accords des crédits et conduite d'activités génératrices de revenus.

Les produits agricoles warrantés concernent le maïs (37%), le riz (24%), l'arachide (19%), le mil (10%), le sorgho (5%), le niébé, le Soja, le voandzou (4%) et le sésame (1%).

Le warrantage a contribué à faciliter l'accès aux intrants aux petits agriculteurs, à réduire le bradage des récoltes, à la conduite d'activités génératrices de revenus (embouche, maraîchage, petit commerce, etc.), à l'obtention de crédits intrants, au renforcement de la résilience des populations et à la réduction de leur endettement à la période de soudure.

Données sur la conduite du warrantage dans la région Est

Année	Nbre de GV	Nombre de bénéficiaires			Qté de stocks (T)	Valeur du stock (F CFA)	Montant de crédits alloués (F CFA)
		H	F	Total			
2009	5	92	24	116	45	6 380 150	5 423 125
2010	4	54	01	55	57	8 524 000	7 245 405
2011	13	147	69	216	236	24 657 000	21 000 000
2012	20	209	186	395	597	62 361 700	53 007 445
TOTAL	**42**	**502**	**280**	**782**	**935**	**105 349 473**	**89 547 042**

Renforcement de la résilience des petits producteurs et amélioration des revenus des ménages

Si à ce jour le warrantage ne représente que 2 % du portefeuille de crédits agricoles de la RCPB et moins de 1 % de la production agricole nationale, c'est toutefois un produit en plein essor. Il n'existe pas de données précises à l'échelle nationale, mais des taux de croissance du warrantage ont été estimés à partir des volumes de crédits attribués par le RCPB. D'après ces estimations, les volumes de crédit ont augmenté de 191 % entre les campagnes 2011-2012 et 2012-2013. En outre, pour soutenir le mécanisme, le PICOFA a réalisé 23 magasins de stockage. Outre les intérêts que le warrantage représente pour les producteurs, une des raisons de son essor est sa rentabilité pour les institutions de micro finance dans la mesure où le taux de remboursement des crédits est proche de 100 %, la production entreposée servant de garantie.

À côté du warrantage, un système de micro-crédit, toujours dans le cadre du partenariat avec le RCPB, a permis l'octroi de 250 000 000 F CFA de crédits à 4 014 personnes dont 3 104 femmes (dans 269 groupements villageois) pour le développement d'AGR (petit commerce, embouche, transformation de produits agro-sylvo-pastoraux, produits forestiers non ligneux, etc.). Par cette contribution du PICOFA et d'autres partenaires dans ce domaine, le warrantage est devenu un produit financier du RCPB.

Difficultés de mise en œuvre du warrantage

Malgré les bons résultats, le projet a rencontré des difficultés dans la mise en œuvre du warrantage. En effet, les mauvaises conditions de stockage (magasin pas bien approprié, absence de palettes, non-traitement avant entreposage, début de stockage échelonné, etc.), les difficultés d'obtention des sacs à triple fonds, l'octroi tardif du crédit et la faiblesse de la mise en relation avec le marché pour écouler le stock de façon groupée, limite considérablement l'efficacité de la pratique.

Pour y faire face, des mesures correctives notamment une meilleure organisation des acteurs afin de renforcer leur capacité de représentativité et de force de proposition, l'intensification des productions agricoles à travers une plus large vulgarisation des paquets technologiques performants avec l'accompagnement du conseil agricole, le renforcement des capacités des acteurs pour assurer le SIM et la promotion des produits, la faciliter l'accès des sacs de conservation adaptés, le renforcer le conseil agricole à travers l'établissement d'un partenariat avec les radios communautaires en négociant des plages spécifiques pour la diffusion des bonnes pratiques agricoles, les paquets technologiques, les points des intrants, le SIM, le renforcement des capacités de stockage des produits agricoles à travers la construction de magasin, et le renforcement du dispositif de boutiques d'intrants, ont été initiées par le PICOFA.

Jacob OUEDRAOGO
Coordonnateur national PICOFA
Jacobouedra@yahoo.fr
picofa@fasonet.bf



Reconstitution du cheptel caprin pour assurer la sécurité alimentaire des ménages vulnérables, au Mali : l'initiative « prêt animal » du PIDRK

PIDRK

L'élevage caprin constitue un pilier important de l'activité économique dans le Nord du Mali. La sécheresse et les abattages massifs ont, cependant, contribué à une baisse significative des effectifs du cheptel.

Pour appuyer la redynamisation de l'élevage caprin dans la région de Kidal, le PIDRK, un projet financé par le FIDA, a mis en place un système de «prêt animal». Cette initiative a contribué au renforcement de la résilience des plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté.



Photo : FPIDRK

Eleveur ayant bénéficié d'un prêt animal

La région de Kidal, dans le Nord du Mali, est une zone à forte potentialité pastorale. L'économie y est essentiellement basée sur l'élevage transhumant et nomade. Les caprins, considérés comme le cheptel le plus facilement valorisable, sont utilisés comme nourriture (viande, lait et les dérivés du lait à savoir beurre, fromage, etc.). Cependant, avec les sécheresses successives qui ont touché la zone, les abattages culturels et la commercialisation à outrance, les effectifs de caprins ont beaucoup diminué remettant en cause la sécurité alimentaire des populations nomades.

C'est dans ce contexte qu'intervient le Programme Intégré de Développement Rural de la région de Kidal (PIDRK) avec entre autres objectifs de contribuer à l'augmentation et à la diversification des revenus des populations de la zone à travers la sécurisation des systèmes d'élevage nomade et le développement des activités agro-pastorales sur une base durable. Le programme accorde une attention particulière aux femmes et aux jeunes qui sont des catégories transversales aux trois groupes cibles.

À travers son initiative « prêt animal », le PIDRK appuie les ménages très vulnérables dans la reconstitution de leur cheptel. En raison de ses grandes capacités d'adaptabilité, sa résistance aux disettes et son caractère opportuniste dans la recherche de nourriture, le caprin était tout désigné pour être l'animal incontournable pour venir en aide aux ménages.

Octroi de noyaux de caprins au bénéfice de 40 ménages vulnérables

La stratégie du PIDRK est bâtie sur le « faire-faire » et la participation effective des communautés à la base. L'activité sera donc conduite par un opérateur, l'ONG « SOLIDARITÉ POUR LE SAHEL » (SOLISA), en collaboration avec le Réseau Privé d'Appui Sanitaire (animale) de Proximité (RPASP). Ainsi, dans la mise en œuvre de l'opération « prêt animal », le PIDRK, en collaboration avec l'ONG SOLISA, a procédé à l'acquisition de 800 petits ruminants auprès d'éleveurs vendeurs sur les sites de Kidal et Intedeini. Les cheptels, répartis en noyaux de 20 caprins, ont ensuite été distribués à 40 ménages vulnérables à raison de 400 petits ruminants dans les deux sites.

Le coût de chaque noyau est estimé à 650 000 FCFA (prenant en compte le coût des intrants sanitaires et zootechniques), soit un total de 26 000 000 FCFA. L'opérateur partenaire mettra ensuite en place des Commissions de Sélection des Opérations (CSO) composées des représentants de bénéficiaires, de leaders de site, et d'un technicien de la Direction des Productions et des Industries Animales (DRPIA) qui l'appuiera dans l'acquisition des animaux et la sélection des bénéficiaires suivant les critères de vulnérabilité. Deux commissions de sélection des opérations seront mises en place, une à Kidal et l'autre à Intadeini. Enfin, des fiches d'identification et d'engagement sont élaborées et renseignées pour chacun des 40 bénéficiaires et désignent également les 14 prochains bénéficiaires. En effet, chaque ménage remboursera le tiers du noyau soit environ 7 bêtes. Ce qui aboutira à la reconstitution d'un noyau par le remboursement de trois bénéficiaires et à son attribution à un autre ménage.

Fiabilité et durabilité de l'expérience

La fiabilité de l'opération réside dans le système traditionnel de prêt et de legs *(tiyyitèn/terdjiten)*1 d'animaux chez les pasteurs aux familles démunies. De même, la société toute entière met un point d'honneur à ne pas briser ce genre de convention. La responsabilisation des communautés constitue également un facteur de durabilité de l'expérience en cela que le bénéficiaire en attente doit être considéré comme un ayant droit désigné et connu de tous. En outre, l'opération n'induit pas une surcharge sur les ressources pastorales (eau et pâturages), les animaux redistribués appartenant tous au site. Le changement de propriétaire apporte de l'argent, mais aussi un sentiment de solidarité pour les populations.

Les mécanismes de suivi et de gestion de l'expérience sont également très participatifs. Le suivi in situ des troupeaux se fera par la CSO qui identifiera les futurs bénéficiaires qui profiteront du remboursement. Le suivi de l'opération engagera outre le service technique, les leaders des sites qui sont les garants du choix des bénéficiaires et du suivi correct et régulier de l'opération. Le levier le plus important sur lequel se basera l'information liée au suivi des animaux reste sans aucun doute le bénéficiaire en attente qui recevra les produits du remboursement. Le remboursement se fera pendant la deuxième année sur les produits de la première portée du noyau.

PIDRK - Mali
pidrk.pidrk@yahoo.fr

1 Legs et dons chez les touaregs pour appuyer les personnes ou ménages vulnérables ou en difficulté



Stratégie de développement de la pisciculture à Madagascar: le projet AROPA ouvre la voie vers la professionnalisation des organisations de producteurs.

Claude Henri RALIJAONA



Récolte de poisson dans un étang piscicole

La pisciculture constitue une activité importante pour les populations de la région d'Ihorombe à Madagascar. Pratiquée en étangs ou en rizipisciculture, cette activité génère d'importants revenus. Cependant, les producteurs restent confrontés à de nombreuses contraintes, notamment le déficit organisationnel et l'absence d'équipements et de matériels de production.

Pour développer la filière pisciculture dans la zone, le Projet d'appui au renforcement des organisations professionnelles et aux services agricoles (AROPA) s'emploie depuis quelques années à renforcer les organisations professionnelles et à faciliter leurs accès à des équipements et du matériel de production de qualité. L'intervention du projet a contribué à une amélioration des revenus et à une réduction sensible de la vulnérabilité des producteurs, notamment les plus pauvres.

Un potentiel piscicole faiblement exploité

La Région d'Ihorombe dispose d'une forte potentialité économique pour le développement de la filière pisciculture. L'étendue de la zone, ses conditions climatiques, la disponibilité de l'eau ainsi que sa réputation pour la production de poisson de bonne qualité constituent ses atouts majeurs.

L'élevage de poisson constitue une importante source de revenus pour les ménages ruraux. Cependant, malgré la disponibilité de grands espaces pour la pisciculture en étangs ou en rizipisciculture dans la région, la production reste faible. La demande de poisson sur le marché local est largement supérieure à l'offre. Ce déficit de production est lié l'insuffisance d'alevins et de producteurs de géniteurs, la non-maîtrise des techniques améliorées, le manque de matériels et d'équipements adéquats, l'absence d'encadrement par des techniciens spécialisés, etc. A ces diverses contraintes s'ajoutent l'absence d'organisation de la filière, la dispersion des producteurs, la faible capacité de gestion et d'exploitation des ménages et la faible structuration de la commercialisation.

Afin d'améliorer le revenu des Exploitants Agricoles Familiaux dans cette Région d'Ihorombe, le Projet AROPA s'est efforcé

• Appui organisationnel (Vie associative, gestion financière et administrative)

• Appui technique (encadrement technique)

OPR

OPB

EAF

• Appui en approvisionnement (Géniteurs, intrants et matériels de production)

• Appui à la professionnalisation et à l'intégration dans la filière

de trouver des stratégies de développement de cette filière pisciculture.

Faciliter l'émergence d'organisations de producteurs dynamiques

L'objectif général du Projet est de « *renforcer les organisations professionnelles agricoles pour améliorer les revenus et réduire la vulnérabilité des petits producteurs en particulier des plus pauvres d'entre eux, en facilitant leur accès à une offre de services et à des équipements adaptés à leurs besoins* ».

La stratégie adoptée pour le développement de cette filière dans la Région d'Ihorombe s'est traduite par :

- L'appui à la structuration des Exploitations Agricoles Familiales (Producteurs) en Organisations Paysannes de Base (OPB) et l'affiliation des OPB à une OPR (Organisation Paysanne Régionale) positionnée sur la filière pisciculture et à leur professionnalisation.
- L'appui de l'OPR dans l'élaboration de son Projet Professionnel pour améliorer la « professionnalisation » de l'OPR et sa fourniture de services aux membres.
- L'appui au financement de la production piscicole

Apporter l'encadrement nécessaire à l'amélioration de la production

En 2011, l'OPR FIMPIFI (Regroupement des Eleveurs de Poissons) comptant 45 Organisations paysannes de base, avec 467 Exploitants Agricoles Familiaux dont 156 femmes, a vu le jour dans la Région d'Ihorombe. L'OPR s'est spécialisée dans la production d'alevins et le grossissement de poisson.

Avec l'appui du Projet, l'OPR a aussi amélioré sa gouvernance. Le paiement de cotisations par les membres se fait régulièrement. Une partie des produits de la vente est versée à l'OPB et une autre à l'OPR, contribuant ainsi à l'autonomie financière de ces organisations. La mise en relation avec les acteurs régionaux, dont les Services Techniques Décentralisés de l'Etat, s'avère fructueuse et a permis l'intégration de l'OPR dans l'environnement technique et économique. L'OPR a bénéficié de l'appui technique de ces services pour améliorer sa production. Elle est aujourd'hui (l'OPR avec ses membres) reconnue comme producteurs professionnels de poissons dans la Région d'Ihorombe.

L'appui financier apporté par AROPA a permis, en 2012 et 2013:

- D'aménager 5 étangs de production d'alevins et 38 étangs de 3 ares,
- De mettre à la disposition des membres de l'OPR des géniteurs mâles et femelles pour la production d'alevins ainsi que du matériel de production et des équipements pour les familles.

Contribuer à l'amélioration des revenus des plus vulnérables

Les Exploitants Agricoles Familiaux, membres de l'OPR FIMPIFI ont vu augmenter le revenu de leurs ménages grâce à la pisciculture.

En 2012, un ménage disposant de 3 ares de terrain inondé l'a transformé en étang piscicole et y a élevé 300 alevins (de type carpe). Après 6 mois de grossissement, il a pu récolter et vendre 150kg de poissons (à raison de 500g en moyenne par poisson). Au mois de décembre 2012, avec 8 000Ariary le kilo de poisson marchand (3.63$/kg), il a fait un chiffre d'affaires de 1 200 000Ariary (545$).

Convaincu de la rentabilité de cette activité de pisciculture, en 2013, le même Exploitant agricole a transformé sa rizière de 10 ares en rizipisciculture. Il a empoissonné sa rizière avec 500 alevins et a obtenu un chiffre d'affaires généré par le riz de 210 000 Ariary (95$) et celui de la pisciculture de 1600 000 Ariary (727$).

Bref, avec ses 15 ares de terrain inondé et grâce à l'appui du Projet, cet Exploitant Agricole Familial a opté pour une gestion d'exploitation rentable et durable (5 ares en étangs piscicoles et 10 ares en rizipisciculture). Avec ce nouveau système d'exploitation, il a pu générer un surplus de revenus de 3 010 000Ariary (1 368$) en une année.

Conclusion

Le risque de saturation du marché du poisson est faible, car la demande en poisson est largement supérieure à l'offre dans la Région.

La mise à disposition par le Projet de Techniciens assure un encadrement des producteurs. Les redevances perçues permettraient la prise en charge à terme, par l'OPR, de ces techniciens.

La forte rentabilité de l'activité ne peut que motiver les producteurs à investir davantage dans l'activité afin de pérenniser et développer la filière dans la Région.

L'appui du Projet dans la structuration, la professionnalisation et l'intégration dans les filières des Organisations paysannes permet la maturité des Organisations assurant une bonne gouvernance, une autonomie financière, une intégration efficace et la fourniture des biens et services aux membres.

Claude Henri RALIJAONA
Coordonnateur Technique du Projet AROPA- Madagascar
ct@aropa.mg ; aropa@aropa.mg



Appui à l'organisation des acteurs de la pêche à Madagascar : le projet AD2M donne un « coup de pouce » aux plus vulnérables

Alain Razafindrastima

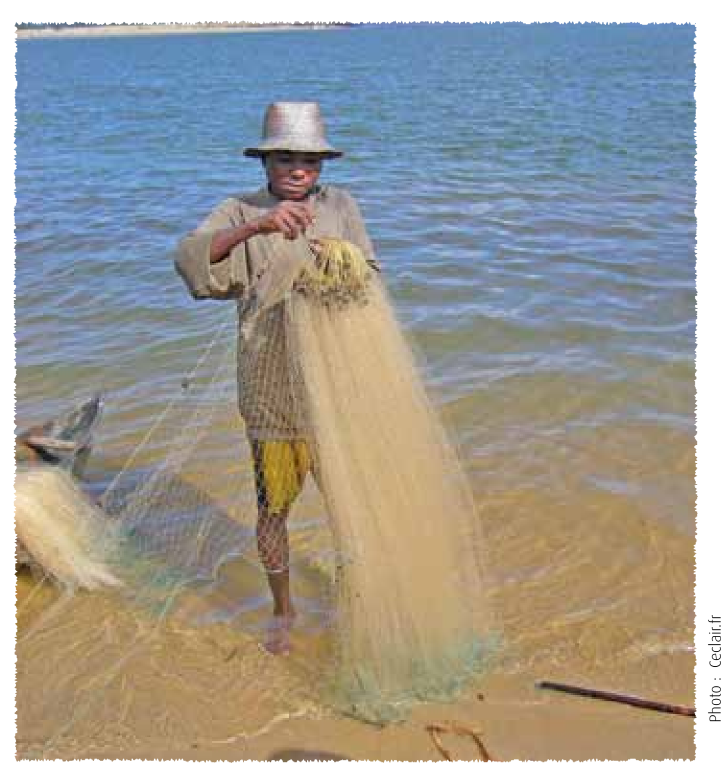
L'absence de matériels de pêche (filets, pirogues, etc.) installe de nombreux acteurs de la filière à Madagascar dans une pauvreté chronique. Mais grâce au « micro projet coup de pouce » initié par AD2M et qui a mis à la disposition des plus vulnérables du matériel adapté, les pêcheurs de la commune d'Ambatolahy ont amélioré leurs conditions de vie.

Des pêcheurs sans moyens englués dans une pauvreté extrême

Dans la commune d'Ambatolahy, située dans le district de Miandrivazo, dans la région de Menabe, Simona, Jean Guy, Romy Patrick et Mangadaoro constituent un groupe de pêcheurs qui résident à Antsoha, dans le Fokontany d'Ankotrofotsy. Vivant dans une extrême pauvreté, confirmée par une enquête AMED (Approche sur les Moyens d'Existence Durable) en début d'année, eux et leurs familles respectives survivent essentiellement grâce aux activités de pêche et de salariat agricole pendant les périodes de fermeture de pêche. Cependant, ne disposant pas de leur propre matériel, ils louent des pirogues et des filets à des collecteurs et/ou patrons pêcheurs et en contrepartie leur versent les deux tiers des fruits de leur labeur.

En novembre 2010, le Projet FIDA Appui au Développement du Menabe et du Melaky (AD2M), dans le cadre de la mise en œuvre de son volet « appui à l'organisation des producteurs et au renforcement des acteurs locaux », initia des diagnostics participatifs de planification au niveau des communautés de base au cours desquels il présenta son approche « micro projet coup de pouce aux plus vulnérables ». Cette dernière consiste à apporter des investissements de faible envergure pour initier ou améliorer des activités productives dont le but est de réinsérer progressivement leurs promoteurs dans une dynamique de développement agricole ou de filière.

Sensibilisés sur l'approche « coup de pouce », ces pêcheurs ont déposé une demande de soutien au projet pour l'acquisition de matériels de pêche.



La pêche, une activité importante à Madagascar

Des fils et une pirogue ont suffi pour changer leur vie

En juillet 2011, le groupe a reçu trois (3) pirogues (parmi les quatre prévues) et des bobines de fils à partir desquels ils ont confectionné chacun deux types de filets : le premier pour la saison chaude, le second pour la période froide.

Grâce à ces matériels fournis par le projet AD2M, leur gain journalier est passé du simple au triple (de 2000 Ariary à 6000 Ariary par jour de pêche au minimum)1.

Romy Patrick confie : *« grâce au surplus de revenus généré par la possession de matériel, ma maman n'attend plus le soir quand je rentre de la pêche pour acheter notre bol de riz quotidien, mais elle dispose déjà des provisions alimentaires »* et de continuer « ma mère, qui vivait auparavant du salariat agricole, embauche actuellement de la main-d'œuvre et s'investit dans la culture de haricot ».

Le groupe dispose également d'une caisse d'entretien pour les pirogues. Après 2 mois d'exercice, il dispose d'une épargne de 40000 Ariary qu'il entend déposer auprès d'une caisse mutuelle CECAM ou SOAHITA pour développer d'autres activités telles que le séchage de poissons. Désormais, pendant les périodes de fermeture de pêche, ils consacrent leur énergie à la réparation de leurs filets et préparent la prochaine saison.

Grâce au « coup de pouce » donné par le projet, ils ont pu améliorer la sécurité alimentaire des différentes familles et enclencher un processus leur permettant de rétablir leur situation sociale en investissant le surplus dans l'Agriculture comme le souligne Jean Guy : « ma famille entreprend des activités de riziculture et moi-même je suis membre d'un groupement FFS – champs école paysans - haricot à Ambatolahy. Avec mes frères nous sommes en train de bâtir notre propre maison ».

Alain Razafindrastima
RSE Projet AD2M, Madagascar
rse@ad2m.mg

1 (1USD = 2000 Ariary).



Promotion de l'égalité des sexes en milieu rural : le PREVES valorise la contribution des femmes au processus de développement économique en Centrafrique

Joseph Bissi-yandia

Photo : PREVES

Exposition et vente de produits agricoles

Afin de promouvoir la participation des femmes à la mise en œuvre des activités du projet de Relance des cultures Vivrières et du petit Élevage dans les Savanes (PREVES), et favoriser leur intégration dans les instances de décisions de leur communauté, l'Unité de Coordination et de Gestion du PREVES, en collaboration avec certaines organisations féminines, a participé à la célébration de la Journée Mondiale de la Femme Rurale 2012 à travers l'organisation de plusieurs activités visant à attirer l'attention des autorités et des populations sur les problèmes auxquels sont confrontées les femmes rurales, et à valoriser leur contribution au processus de développement économique et à la paix de notre pays.

Les femmes et les jeunes représentent une frange très importante de la population des localités couvertes par le Projet de Relance des cultures Vivrières et du petit Élevage dans les Savanes (PREVES) et, par conséquent, devraient jouer un rôle important dans la mise en œuvre du projet. Malheureusement, pour diverses raisons historiques et culturelles, ils sont souvent exclus du processus de développement de leur communauté.

La stratégie d'équité de genre du PREVES se veut participative et inclusive et vise à assurer, aux hommes, aux femmes, aux jeunes et aux minorités, un accès équitable aux ressources, aux technologies et aux services du Projet dont ils ont besoin pour améliorer leur qualité de vie.

Le 15 Octobre 2012, le PREVES s'est associé à la célébration de la Journée mondiale de la femme rurale, à travers l'organisation de nombreuses activités. L'objectif du projet était d'attirer l'attention sur le rôle majeur que jouent les femmes dans la sécurité alimentaire ainsi que dans le développement et la stabilité des campagnes.

Activités menées et résultats

Émissions radiophoniques

L'utilisation des médias, notamment les radios locales et nationales, a permis de mieux sensibiliser l'opinion publique sur certains problèmes auxquels sont confrontées les femmes rurales. Au total, huit(8) émissions radiophoniques ont été réalisées avec des experts relevant de différents secteurs et des leaders des organisations des femmes et diffusées sur les ondes de trois (3) radios locales. Les différentes émissions radiophoniques réalisées sur la situation de la femme rurale et diffusées pendant sept jours avant la journée ont permis une large diffusion d'information sur la situation des femmes rurales et sur les stratégies pour améliorer leurs conditions de vie.

En outre, pendant les dix jours précédant la journée, des spots ont été produits et diffusés 2 à 3 fois par jour, en langue nationale (le Sango), sur les radios locales et nationales. Les slogans se rapportent aux messages préparés, pour les tee-shirts et banderoles, avec les femmes rurales. Il s'agit des messages suivants :

- Les femmes rurales nourrissent les villes et les campagnes
- Femmes rurales actrices de développement des villes et des campagnes
- Aider à combattre les inégalités homme et femme, garçon et fille en milieu Rural
- Zéro fille à la maison, inscrivons nos filles à l'école
- Non aux violences faites aux femmes et aux filles en milieu rural
- Donnons les chances aux femmes rurales d'accéder aux postes de prise de décision.

Campagnes publiques de sensibilisation de proximité

Pendant quatre jours précédant la journée du 15 octobre, des campagnes de sensibilisation se sont déroulées dans les quartiers et les villages situant dans la zone d'intervention du PREVES, dont les intervenants sont majoritairement des femmes qui avaient bénéficié au préalable d'une séance de briefing sur des thèmes retenus en lien avec les réalités locales. Au cours de ces campagnes différents thèmes ont été développés tenant compte des réalités locales, notamment les thèmes relatifs à l'analphabétisme féminin et ses conséquences, l'importance de la scolarisation des filles et l'alphabétisation fonctionnelle des femmes, la surcharge des travaux domestiques des femmes, les violences sur les femmes rurales, etc. À ces occasions, des sketchs traduisant la vie quotidienne de la femme rurale ont été produits.

Ces campagnes ont regroupé environ 700 personnes à Bouar dont 70% sont des femmes et des jeunes ; 550 participants à Baoro dont 75% sont des femmes et des jeunes et enfin environ 400 personnes à Yaloké dont 80% sont des femmes et des jeunes.

Les campagnes publiques de sensibilisation de proximité ont permis de rendre sensibles les populations et surtout les autorités locales sur les problèmes auxquels les femmes et les filles sont confrontées au sein de leur famille, de la communauté et de la société toute entière malgré le rôle important qu'elles jouent

Conférence-débats

Une conférence-débats sur la situation de la femme rurale a été organisée, à laquelle ont pris part les représentants des différentes confessions religieuses (église catholique, église protestante, mosquée, etc.), les responsables des services déconcentrés de l'État, les leaders des organisations féminines, les autorités politiques, locales et communales (Sous-préfet, Maire, conseillers communaux, chefs de groupe et chefs de quartier), les représentations des ONG internationales œuvrant dans la localité, et le Représentant du Sous bureau BINUCA (Bureau Intégré des Nations Unies en Centrafrique) à Bouar. Cette conférence-débat qui a regroupé au total 300 participants, dont 70% des femmes, a été marquée par des communications, des témoignages des femmes, et un film documentaire suivi des débats et des allocutions.

Les communications ont porté sur trois thèmes développés par des experts. Il s'agit des thèmes relatifs à : « la situation de la femme rurale dans l'Agriculture, l'Élevage, la pêche et la sécurité alimentaire » où l'importance numérique des femmes dans ce secteur ainsi que les problèmes liés au genre ont été mis en exergue ainsi que les stratégies visant à appuyer les femmes dans ce secteur ; « les Violences basées sur le Genre » où les différentes formes de violences auxquelles les femmes rurales sont souvent victimes, les textes internationaux et ou textes nationaux ratifiés ou adoptés par la RCA afin de protéger les femmes contre ces violences ont été également cités ainsi que les obstacles liés à l'application de ces textes entre autres et les pesanteurs socioculturelles, les préjugés, la faible couverture nationale par des services judiciaires ou de sécurité. La troisième communication a porté sur « la politique genre de la République Centrafricaine » adoptée et promulguée en 2005 qui met l'accent sur le principe de l'égalité et sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes et des filles et qui a pour objectif de promouvoir la participation des hommes et surtout des femmes au développement durable de leur société en tant que décideur et sur un pied d'égalité ; réduire les inégalités entre les femmes et les hommes quant à l'accès aux ressources et aux bénéfices du développement, au contrôle et au bénéfice de ces mêmes ressources.

Cette conférence-débats a été marquée également par la présentation d'un documentaire qui s'intitule « Une journée avec la femme rurale », dans lequel les femmes rurales ont parlé de leur vie quotidienne. Le documentaire rappelle les documents de politique et des textes de loi qui traduisent l'engagement du Gouvernement à promouvoir l'égalité et l'équité de genre en République Centrafricaine. La conférence-débats a permis non seulement de sensibiliser les participants sur les conséquences des inégalités de genre et d'améliorer les conditions de vie des femmes dans les interventions, mais aussi de renforcer les capacités des autorités, des leaders d'opinion et leaders des organisations sur la nécessité de la prise en compte de la dimension genre.

Les marches

Les marches pacifiques des femmes rurales, organisées sous forme d'une parade dans les villes de Bouar, Baoro et Yaloké (zones d'intervention du PREVES) avec des banderoles sur lesquelles des messages


Photo : PREVES

Autorités locales visitant une exposition de produits agricoles organisée par un groupement de femmes

de sensibilisation ont été imprimés et des chansons pour valoriser les femmes rurales, dans la matinée du 15 octobre, ont été d'une grande importance pour marquer cette Journée et ont mobilisé plusieurs centaines de femmes et attiré l'attention des populations et des autorités sur les femmes rurales.

Une exposition-vente des productions des organisations paysannes, surtout des femmes.

Au total, 41 organisations, majoritairement des organisations féminines, venues des 7 communes de Bouar ont participé à cette activité et ont exposé des produits agricoles et des produits maraîchers. Cette activité qui a été d'une grande importance a permis non seulement aux participants de vendre leurs produits vivriers et autres productions (artisanales) mais aussi de rendre visible et de valoriser la contribution des femmes rurales au processus de développement et surtout leur contribution dans l'agriculture

Approche et stratégie dans la mise en œuvre de l'expérience

Dans le souci d'assurer une bonne réalisation des activités marquant cette journée, une mission précurseur composée d'un (01) cadre de l'UCG, le Spécialiste des Question de Genre et Ciblage, et une représentante de l'Organisation Nationale des Femmes Rurales « Fleurs de Centrafrique », la Présidente Nationale, s'est rendue dans les Sous-préfectures de Bouar, Baoro et Yaloké. A cette occasion, trois (3) réunions d'information et d'échange ont été organisées dans ces localités, en présence des autorités politiques, administratives et locales et les représentants d'ONG nationales et les responsables des groupements féminins. Ces réunions ont regroupé au total quatre-vingt-huit (88) participants dont cinquante (50) femmes et ont permis :

- D'informer les participants sur les objectifs visés par cette journée ;
- D'appuyer la mise en place des comités locaux d'organisation de cette journée;
- De définir les activités pouvant marquer cette journée.
- De définir les slogans à communiquer.

En outre, la mission s'est entretenue avec les professionnels de la communication des radios locales et nationales. L'entretien a porté sur la réalisation et la diffusion des spots et émissions sur la Journée Mondiale de la Femme Rurale 2012. A cet effet, des slogans préparés sur la femme rurale, leur ont été remis ainsi que le calendrier de diffusion des spots et de réalisation des émissions radiophoniques.

Rôles des acteurs impliqués dans l'organisation de cette journée

L'Unité de Coordination et de Gestion du PREVES (UCG/PREVES), à travers le Spécialiste en Questions Genre et Cible a joué un rôle essentiel dans l'élaboration des Termes de Référence et la conception des messages.

L'Organisation Nationale des Femmes Rurales « Fleurs de Centrafrique » (ONFR) a joué un rôle important dans la mobilisation des femmes et la réalisation des différentes activités prévues.

Les médias au niveau local et national ont joué un rôle très important dans la réalisation et la diffusion des spots et des émissions qui ont permis d'atteindre un public plus large.

Principales leçons tirées :

- La participation active et massive des autorités politiques, administratives et locales, des partenaires au développement (notamment BINUCA à Bouar), des leaders d'opinion et leaders des organisations féminines aux différentes activités marquant cette journée ;
- L'engouement des leaders des organisations féminines et des autorités à la célébration de cette journée dans leurs localités ;
- L'intérêt des participants, notamment des autorités locales, porté sur le genre.

Perspectives

Cet effort de promouvoir l'égalité de genre dans la zone du projet s'est poursuivi cette année à travers (i) la distribution des semences et outillages agricoles surtout aux productrices (décapitalisées du fait des conflits armés) ce qui a permis non seulement de sauver la campagne agricole 2013, mais également de commencer la recapitalisation des ménages de la zone du Projet surtout les ménages dirigés par les femmes en semences de qualité ; (ii) l'appui à l'alphabétisation fonctionnelle surtout des femmes, qui a démarré par des campagnes de sensibilisation organisées à Bouar, Baoro et Yaloké à l'intention des autorités locales, les leaders d'opinion et leaders des organisations féminines en faveur de l'alphabétisation fonctionnelle des femmes et qui se poursuivra à travers la formation des moniteurs et monitrices des centres d'alphabétisation ainsi que la dotation des centres en matériels didactiques ; (iii) l'information et la sensibilisation des autorités locales (conseillers communaux, chefs de quartiers et chefs de village), des leaders des organisations paysannes, les animateurs (endogènes et professionnels) pour la promotion de l'approche genre et développement et ; (iv) l'appui à l'organisation des journées portes ouvertes sur l'agriculture couplée avec la Journée mondiale de la femme rurale 2013.

Joseph Bissi-yandia
Ingénieur agronome
Coordonnateur du PREVES
Josephbissiyandia@yahoo.fr



Assurer la durabilité des Hommes pour dynamiser et pérenniser l'agriculture familiale sénégalaise

El hadji Babacar Samb



Photo : IED Afrique

Jeunes agriculteurs

L'agriculture familiale repose essentiellement sur deux piliers, l'exploitation agricole et la famille et est caractérisée par la relation étroite qui existe entre les deux. La durabilité de ce type d'agriculture dépend ainsi de celle de l'activité agricole, mais surtout de celle des Hommes.

La durabilité des hommes fait allusion à celle des acteurs qui contribuent au fonctionnement et au maintien de l'exploitation agricole familiale.

Quels sont les acteurs de l'exploitation agricole familiale au Sénégal ?

- **Le chef de l'exploitation :** qui est souvent représenté dans nos sociétés par le chef de famille. Il représente le centre décisionnel de l'exploitation. La vieillesse de cet élément central constitue une contrainte majeure à la bonne marche des activités de l'exploitation et donc à sa durabilité. Il est donc nécessaire de faciliter le renouvellement continu des chefs d'exploitation à travers l'installation des jeunes dans l'agriculture.
- **Les moyens humains de l'exploitation :** composés du groupe familial (ensemble des personnes contribuant directement ou indirectement au fonctionnement de l'EFA), du groupe de consommation (ensemble des personnes qui vivent et dépensent d'une manière habituelle sur le budget de l'exploitation) et du groupe de travail (ensemble des personnes qui participent aux activités agricoles et pastorales de l'exploitation). Face au phénomène d'exode rural qui menace le maintien de ces différents groupes au sein de l'exploitation agricole familiale, la durabilité des moyens humains repose sur le développement de politiques articulées et transversales qui permettraient de fixer les jeunes dans le monde rural.

- **Et enfin les leaders du mouvement paysans sénégalais :** qui agissent à un niveau plus élevé. Ces travailleurs de l'ombre, à travers le Conseil National de Concertation et de coopération des Ruraux (CNCR) ont fait de l'agriculture familiale leur cheval de batail. En effet, depuis sa création en 1993, toutes les actions du CNCR concourent à asseoir un environnement socio-économique propice au développement des exploitations familiales agricoles ; d'où son slogan « Pour nourrir le pays, misons sur les exploitations familiales agricoles et appuyons-les ! ».

La durabilité de l'agriculture familiale au Sénégal est étroitement liée à celle du mouvement paysan. Il s'avère donc impératif de créer les conditions pour la durabilité de ce mouvement paysan.

Comment assurer la durabilité du mouvement paysan ?

La réponse à cette question fondamentale pour le CNCR est partie d'une recommandation du Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest - ROPPA - en 2006, à l'effet de créer un espace réservé aux jeunes dans ses différentes organisations membres. Les six années qui ont suivi ont démontré et confirmé au CNCR le bien-fondé de la recommandation du ROPPA et, le 27 juillet 2012 le collège des jeunes fut créé.

C'est un espace de réflexion et de concertation ouvert aux jeunes producteurs. Il constitue également un lieu d'apprentissage pour la jeunesse paysanne, condition sine qua non pour préparer une relève avertie. Conscient de cela, le Collège donne une importance capitale à la formation de ses membres.

Cependant préparer une relève requiert bien plus que des sessions de formation classiques. Raison pour laquelle un important programme appelé « Ndiangaane » a été lancé en juin 2013. Celui-ci vise, à travers l'approche du mentorat, à former et préparer les jeunes à devenir de bons acteurs du mouvement paysan sénégalais en développant en eux les valeurs d'un bon leader. Cela devrait permettre également de renforcer les liens qui existent entre les jeunes paysans et leurs ainés. Les séances de discussions et de partages bilatéraux devraient permettre aux jeunes de renforcer les liens qui existent entre eux et leurs ainés et de comprendre les fondations du mouvement paysan, développant en eux un sentiment d'appartenance plus fort.

PROGRAMME DE MENTORAT « NDIANGAANE » DU COLLÈGE DES JEUNES

Littéralement, « Ndiangaane» signifie apprentissage. Le programme « Ndiangaane» tente, à travers une réflexion innovante de former les jeunes sur les valeurs incarnées par les leaders du mouvement paysan afin qu'ils puissent se les approprier d'une manière efficace. Le programme se base sur le concept de « mentorat ».

C'est par l'entremise d'une relation de confiance qui perdure dans le temps, soit pendant 12 semaines, à raison d'une heure par semaine, que le mentor (le leader) pourra expliquer, former, soutenir et encourager le mentoré (le jeune) dans la compréhension du mouvement paysan et lui inculquer les attitudes et les comportements nécessaires pour devenir un bon leader.

Chaque Jeune du collège est jumelé avec un mentor bénévole (travailleur adulte ou retraité actif du CNCR ou de ses fédérations membres) le plus proche. Le jeune mentoré rend chaque semaine une visite d'une heure de temps au mentor dans son lieu de travail pour des échanges.

Rôle du mentor

Le mentor est une personne d'expérience qui possède l'assurance et la sagesse qui l'incite à valoriser le transfert de ses acquis à d'autres personnes moins expérimentées. Il est motivé et disposé à partager ses connaissances, ses compétences et sa vision de la vie avec un plus jeune afin de le soutenir dans la réalisation de ses objectifs personnels et professionnels.

Le mentor doit être un leader du mouvement, une personne engagée, motivée et bien imprégnée de l'origine et des réalités du mouvement paysan. Il aura la noble tâche de transmettre ses savoirs et ses connaissances, mais surtout des valeurs au jeune mentoré.

Rôle du mentoré

Le mentoré est une personne qui désire cheminer, apprendre et se développer et qui est motivée à accueillir des connaissances, des habiletés, des valeurs, des qualités relationnelles et de réflexion partagées avec un mentor et les transférer dans sa pratique pour mieux atteindre ses objectifs personnels et professionnels.

Le mentoré doit être un jeune membre du collège des jeunes du CNCR. Il doit être à l'écoute et se comporter en apprenant, donc être capable d'écouter et de synthétiser l'information reçue.

Les objectifs du programme peuvent être répartis en trois catégories :

- **former les jeunes pour une appropriation des valeurs des mentors :** leur inculquer déjà les valeurs d'un bon leader du mouvement : en terme de connaissance, de discipline, de comportement, d'attitude, de démarche, et de capacité de négociation et de réflexion.
- **développer les liens entre jeunes et leaders du mouvement et les associations:** De ce fait, à l'avenir, si les jeunes ont besoin de quelque chose, ils sauront à qui s'adresser.
- **lancer le processus de la relève pour assurer la durabilité du mouvement paysan :** En effet parmi les jeunes, y a de futurs dirigeants que ce programme peut aider à identifier et à préparer à cette tâche.

Cette première édition a connu un important succès du point de vue apprentissage et capitalisation. Dix jeunes paysans (cinq jeunes femmes et cinq jeunes hommes) ont ainsi été formés sur les organisations paysannes et le leadership paysan. Au sortir de cette première édition, le Collège des Jeunes entend partager, avec les organisations paysannes de la sous-région, ce nouveau concept qui constitue un paradigme d'apprentissage différent des sessions de formations classiques qu'on a l'habitude de voir. Il permet d'assurer la durabilité des Hommes dans le mouvement paysan sénégalais et donc la durabilité de l'agriculture familiale au Sénégal.

El hadji Babacar Samb
Volontaire CECI/UNITERRA, Conseiller en développement agricole et d'affaires
Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR)
Collège des jeunes du CNCR
elhadjibabacarsamb@gmail.com



TIC pour Agriculture Parier sur la complémentarité

Inoussa Maïga


Photo : I. Maïga

Des TIC au service de l'agriculture

L'utilisation des TIC pour partager en temps réel des informations, atteindre les utilisateurs finaux, recueillir leur retour, collecter des données… est un phénomène qui gagne en popularité. Mais l'impact des TIC sur la vie des agriculteurs reste encore à prouver.

Dans le domaine de l'agriculture, les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont considérées comme un intrant efficace pour accélérer la transformation de ce secteur et accroître le nombre d'opportunités d'affaires dans les pays en développement. D'où vient l'engouement pour les TIC dans l'agriculture ? C'est l'une des questions fondamentales mises en débat à la conférence internationale sur les TIC pour l'agriculture qui s'est tenue à Kigali, au Rwanda du 4 au 8 novembre 2013.

Plusieurs éléments de contexte sont à prendre en compte. L'Afrique demeure aujourd'hui le continent qui possède les plus grandes réserves de terres arables non exploitées. Selon Michael Hailu, directeur du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA), l'agriculture contribue à hauteur de 62% au produit intérieur brut du continent et emploie plus de 65% de la population. Malgré cela, l'Afrique dépense chaque année plus de 4 milliards de dollars pour importer des aliments. « *Il faut se rendre compte que l'ère des produits agricoles et alimentaires à faibles coûts est dépassée. Aujourd'hui les produits alimentaires sont à des coûts beaucoup plus élevés, ce qui représente en soi une opportunité d'investissement. Cela est en train d'attirer énormément d'investisseurs, que ça soit des investisseurs globaux ou africains, dans le secteur agricole* », soutient Valentine Rugwabiza, directrice générale de la Banque Rwandaise de Développement. Pour Mme Rugwabiza, l'agriculture est un secteur qui va aller croissant car la population mondiale est en train d'augmenter et les besoins en matière de produits agricoles avec. « *La demande est en train de changer avec une population qui obtient de plus en plus une discrétion dans le pouvoir de dépense. Tout cela signifie qu'il faut pouvoir être à l'écoute de ces signaux de marché afin de placer les investissements judicieux dans l'agriculture. Et dans ces investissements judicieux, les TIC en font partie* », argue-t-elle.

Réconcilier jeunesse et agriculture

Malheureusement l'agriculture souffre encore de la perte des jeunes. « Beaucoup de jeunes ne trouvent pas l'agriculture comme un secteur intéressant. Chaque année des centaines de jeunes quittent les villages pour s'installer en ville », regrette Michael Hailu. Les TIC peuvent beaucoup contribuer à faire de l'agriculture une option plus attractive pour les jeunes, en améliorant les conditions de vie en zone rurale. Pour Jean Philbert Nsengimana, ministre rwandais de la jeunesse et des TIC, c'est déjà le cas. « Les TIC sont en train d'attirer les jeunes dans l'agriculture, un secteur qui a tant besoin d'innovations pour accélérer sa transformation », déclare-t-il. Un optimisme que partage Valentine Rugwabiza. « Si vous regarder dans la salle de conférence, c'est une audience à large majorité de jeunes gens et en soi cela est porteur d'un grand message qui est qu'aujourd'hui la jeunesse considère également l'agriculture comme un secteur potentiel de croissance », affirme-t-elle. « Nous sommes déterminés à maintenir les TIC à l'avant-garde de notre calendrier de transformation de l'agriculture », assure Jean Philbert Nsengimana.

Il existe aujourd'hui une large gamme de solutions TIC destinées à soutenir le secteur agricole. La journée Plug and Play organisée le 4 novembre en prélude à la conférence a offert aux innovateurs et aux participants une occasion fantastique pour un aperçu dynamique et pratique des derniers développements en matière de TIC pour l'agriculture. Une journée marathon, des présentations qui s'enchainent, rigoureusement chronométrées, des participants qui vont et viennent entre les différents espaces de présentation, bref une expérience particulièrement excitante. Une trentaine d'innovations y ont été présentées et discutées et toutes tentent avec des fortunes diverses de s'aligner au mieux aux besoins des différents groupes d'utilisateurs.

Mais pour Judy Payne, conseillère TIC et croissance économique de l'USAID (Agence des Etats Unis pour le développement international), cet enthousiasme est bon, mais ce qui est encore plus important c'est de voir comment tirer véritablement profit de tout cela. « Le problème c'est que nous voyons rarement des évaluations d'impact de ces applications. On ne sait vraiment pas si les agriculteurs ont utilisé ces services avec un réel impact dans leur vie. Dans la pléthore d'application, peu sont viables. C'est pourquoi nous disons qu'il faut les prendre avec un petit peu de recule », avance-t-elle. « Il y a plus d'une centaine d'application qui existent aujourd'hui. Beaucoup ne s'étendent pas et ne prévoient pas s'étendre. Il nous faut donc imaginer des cadres de développement qui vont au-delà de ces applications », précise-t-elle. Regrettant le fossé qui existe entre hommes et femmes dans l'accès et l'utilisation des technologies, Bashir Juma de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, indique que « nous avons surtout besoin que les technologies soient beaucoup plus inclusives ».

Combiner différents TIC pour plus d'impacts

La question de l'impact des TIC dans la vie des agriculteurs préoccupe beaucoup d'intervenants. Certaines organisations font un pari sur la complémentarité de différents outils TIC pour obtenir un impact durable sur les agriculteurs. En juin 2013 Radios Rurales Internationales, HarvetPlus et TracFM ont lancé en Ouganda une série de feuilleton radiophonique intitulé « Mes enfants ». La série qui combine la nutrition et l›enseignement agricole avec une intrigue divertissante, contribue à sensibiliser les Ougandais sur les carences en vitamine A. L'objectif est de convaincre les agriculteurs à remplacer les variétés traditionnelles de patate douce à chaire blanche et jaune par une variété plus nutritive, la patate douce à chair orange. La radio incite les agriculteurs à trouver cette variété, la consommer et de partager par sms leur impression sur le produit.

La carence en vitamine A est un problème majeure de santé publique dans les pays en développement. Cela occasion plus de 600.000 décès par an chez les enfants de moins de cinq ans. Avec 28% des enfants et 23% des femmes déficients en vitamine A, l'Ouganda fait partie des pays considérés à haut risque. C'est donc une question qui touche grand nombre d'Ougandais particulièrement les ménages paysans. Avec plus de 80% d'Ougandais qui possèdent un récepteur, la radio est l'outil TIC le répandu et le plus populaire en Ouganda. « Pour moi, la radio demeure aujourd'hui l'un des outils TIC les plus efficaces », déclare Bartholemew Sullivan, spécialiste des TIC à Radios rurales internationales. « Mais quand vous faites de la radio, vous parlez à des gens de quelque chose, mais ne savez pas qui ils sont et quelle est leur opinion sur le sujet. Aujourd'hui, l'arrivée du téléphone mobile offre à la radio la possibilité de recueillir un retour immédiat des auditeurs », explique-t-il. « Le téléphone mobile se présente comme le parfait conjoint de la radio parce qu'il permet aux auditeurs d'interagir en temps réel avec la station», ajoute Bartholemew Sullivan. Il explique qu'il existe plusieurs possibilités de combiner ces outils TIC. « Il y a ce que nous appelons le ''Bip à voter''. Laisser un appel manqué est quelque chose que tout le monde sait faire. C'est gratuit et habituellement ça signifie quelque chose, ça signifie ''je t'ai appelé, je veux que tu me rappelles''. Le concept du ''Bip à voter'' est de plus en plus utilisé par des stations radio », fait comprendre Bartholemew Sullivan. Le principe est simple, deux lignes téléphoniques sont ouvertes aux auditeurs, par exemple 5555 et 6666. La radio adresse une question simple et précise aux auditeurs et les invitent à voter. « La question peut être par exemple : avez-vous consommé à la patate douce à chair orange ? Si OUI laissent un appel manqué sur le premier numéro et si NON laisser un appel manqué sur le second numéro. L'animateur à la radio reçoit les votent en temps réel sur un ordinateur », Bartholemew Sullivan.

Il est évident que le potentiel de la technologie mobile est encore insuffisamment exploité. Malgré l'enthousiasme grandissant pour le développement des solutions mobiles pour l'agriculture, des préoccupations essentielles concernant leur portée, efficacité et durabilité sont à régler. Toujours est-il que la technologie ne peut être un remède à tous les problèmes de l'agriculture, mais plutôt un outil important qui peut servir grandement le développement de ce secteur important.

Inoussa Maïga
Consultant indépendant
Médias & Communication participative pour le développement
maiga.inou@gmail.com
Burkina Faso



http://www.familyfarmingcampaign.net

Ce site informe sur les différentes manifestations pour la célébration de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale (AIAF) à travers le monde.

Le site regroupe des documents sur la campagne en faveur de l'agriculture familiale, mais aussi différentes publications et articles sur le thème.

http://www.cirad.fr

Découvrez toute l'actualité sur l'agriculture familiale et la transformation rurale en visitant le site du CIRAD. Le site propose des produits et des services d'information scientifique et technique dans les domaines de l'agriculture et du développement des zones tropicales, subtropicales et méditerranéennes.

Il vous permet d'accéder à tout ou partie des publications du CIRAD. Il recense articles, ouvrages et chapitres d'ouvrages, actes de congrès, thèses, mémoires HDR, rapports

Une sélection de près de 17 000 publications produites par les agents du Cirad sont indexées par auteurs et aussi par collectifs, partenaires, pays, thèmes, et axes prioritaires du Cirad . 4 000 publications sont en texte intégral librement accessible.

http://www.ruralinfos.org

Le site Internet ruralinfos.org rassemble la presse des associations et autres organisations à vocation rurale et agricole. Ce portail propose une actualité sur les questions rurales, agricoles, environnementales, alimentaires L'information, traitée par des acteurs partie prenante des évolutions rurales mais en marge des institutions et des principales organisations professionnelles agricoles, offre un regard original. Ce projet répond au besoin de diffuser une information méconnue et de confronter les informations des réseaux associatifs ruraux.

http://www.alimenterre.org

Ce site est une mine d'informations sur la gestion des ressources naturelles et l'agro-écologie, avec une place importante réservée à la problématique de l'agriculture familiale durable.

Selon les promoteurs de cette plateforme, l'agriculture familiale peut nourrir le monde si elle est mieux valorisée. Le site met à la disposition des internautes une séries de documents (rapports, ouvrages généraux, synthèses, etc.) et une banques de photos et de films qui démontrent le rôle important que joue l'agriculture familiale durable dans la réduction de la pauvreté et la faim dans certaines régions du monde.

http://www.fondationdefrance.org

Le site Internet de la Fondation de France est conçu de telle sorte qu'il met à votre disposition un ensemble de fonctionnalités spécifiques vous permettant de naviguer facilement et de mieux appréhender les informations qu'il vous propose.

http://www.fongs.sn

Le site web de la Fédération des ONG du Sénégal (FONGS Ð Action paysanne) informe sur le quotidien des exploitations familiales au Sénégal avec des rapports de suivi des exploitations familiales. Mais aussi des associations paysannes et groupement villageois membres. Il constitue une base importante d'informations sur les filières agro-sylvo pastorales et leurs associations.

http://cncr.org/

Le site web du Conseil National de Concertation des Ruraux informe sur l'actualité agricole au Sénégal et la sous région avec un accent particulier sur la promotion de l'agriculture familiale.

Le site dispose d'un centre de documentation qui rassemble les publications du CNCR et celles de ses partenaires.

http://viacampesina.org

Le site web du mouvement Via Campesina, informe sur les droits des paysans, l'accès à la terre et aux semences, les changements climatiques, l'agriculture paysanne et le commerce international. Egalement, le site informe sur les différentes manifestations et publications pour la promotion de l'agriculture paysanne, la souveraineté alimentaire, les réformes agraires etc.

http://www.inter-reseaux.org/

Inter-réseaux constitue un lieu de débat et d'échange d'expériences sur le développement agricole et rural dans les pays du Sud. Le site partage la revue trimestrielle du réseau, « Grain sel » qui aborde des thématiques liées à l'agriculture et le développement agricole et rural en Afrique, mais également on trouve les bulletins de veille qui portent sur l'ensemble de l'actualité et des publications du développement rural en Afrique.

http://pafo-africa.org

Le site web de l'organisation Panafricaine des Agriculteurs, un réseau d'organisations paysannes qui aborde des thématiques variées en lien avec l'agriculture telle que l'entrepreneuriat rural, la recherche agricole, les changements climatiques, l'agriculture familiale etc.

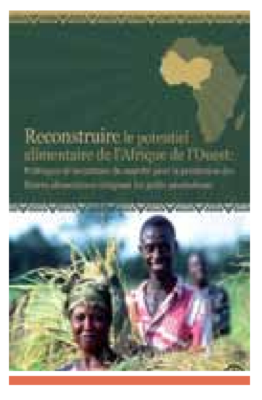
Le site partage l'information sur ses membres telle que la ROPPA et l'UMAGRI entres autres organisations paysannes et de la documentation sur leurs productions et leurs activités.

http://www.aopp-mali.org/

Le site de l'Association des organisations Professionnelles Paysannes au Mali, il diffuse de l'information sur l'agriculture malienne de manière générale et le mouvement paysan malien, à travers un bulletin mensuel d'information

Reconstruire le potentiel alimentaire de l'Afrique de l'Ouest: Politiques et incitations du marché pour la promotion des filières alimentaires intégrant les petits producteurs.

FAO, sous la direction d'Aziz Elbehri, 650 pages, E-ISBN 978-92-5-207531-8.



Cet ouvrage fait une analyse approfondie des politiques passées et actuelles relatives aux filières alimentaires de base sans négliger les produits d'exportation. Il examine de manière détaillée différentes études de cas sur des filières agricoles dans plusieurs pays, couvrant à la fois les produits alimentaires de base (riz, maïs, sorgho, mil et manioc) et les cultures d'exportation (cacao, coton, huile de palme, mangues et produits horticoles). De plus, il passe en revue les initiatives publiques et privées et comprend des analyses thématiques non seulement sur le secteur privé mais aussi les organisations paysannes perçues comme des agents des marchés.

Agriculture urbaine : aménager et nourrir la ville

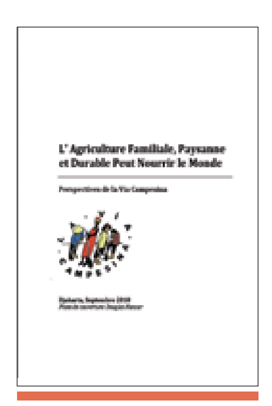
Éric Duchemin, Editions Vertigo, Août 2013, ISBN : 9782923982953.



Cet ouvrage amène à découvrir les différentes formes d'initiatives actuelles en agriculture urbaine et les nouvelles «frontières» que prend cet outil de réappropriation de l'espace urbain, c'est-à-dire ses potentialités, ses applications élargies ou redimensionnées, repensées en convergence avec les enjeux environnementaux urbains contemporains. Dépassant la seule présentation de projets, cet ouvrage montre que l'inclusion urbaine de l'agriculture doit se faire de manière intégrée et avec une perspective écosystémique.

L'agriculture familiale, paysanne et durable peut nourrir le monde

Via Campesina, 20 pages, 2010



La crise internationale et la hausse des prix des aliments en 2008 et en 2011 ont suscité de nombreuses questions sur les capacités du modèle alimentaire mondial à "nourrir la planète". Vía Campesina, l'alliance internationale des paysans et paysannes et des organisations de familles d'agriculteurs, croit fermement que la production alimentaire agro-écologique par les petits producteurs est le modèle agricole le plus approprié pour répondre aux futurs besoins en alimentation.

Quelles politiques publiques pour les agricultures familiales au Sud ?

Rapport de la Commission Agriculture et Alimentation de Coordination SUD – 2010

Louis Pautrizel, Arlène Alpha, Cécile Broutin, Christian Castellanet, C2A/GRET, Septembre 2011, 93 pages



Le présent rapport s'adresse à tous les acteurs désireux de soutenir l'agriculture familiale, au travers de politiques publiques nationales au Sud, ainsi que de politiques d'aide au développement, agricoles et commerciales dans les pays du Nord. Il tente de présenter des interventions qui, dans des contextes précis, ont permis de lever des contraintes au développement de l'agriculture familiale. Ces mesures ont une dimension de politique publique : soit qu'il s'agisse effectivement de politiques publiques mises en œuvre, soit qu'il s'agisse d'interventions dans le cadre de projets qui pourraient donner lieu à des politiques publiques.

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2013 - Résumé du Rapport

FAO, Mai 2013, 6 pages



La malnutrition sous toutes ses formes – dénutrition, carences en micronutriments, excès pondéral et obésité – fait peser des coûts économiques et sociaux inacceptables sur les pays, à tous les niveaux de revenu. Le raisonnement développé dans la publication «La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2013: mettre les systèmes alimentaires au service d'une meilleure nutrition» est le suivant: pour améliorer la nutrition et réduire ces coûts, il faut prendre comme point de départ l'alimentation et l'agriculture. Si le rôle de production d'aliments et de génération de revenus traditionnellement dévolu à l'agriculture reste fondamental, l'agriculture et le système alimentaire dans son ensemble – des apports d'intrants et de la production à la consommation, en passant par la transformation, le stockage, le transport et la vente au détail – peuvent cependant apporter une contribution bien plus conséquente à l'éradication de la malnutrition.

Sociologie des mondes agricoles

Bertrand Hervieu, François Purseigle Collection U, 320 pages, EAN13 : 9782200354404



L'ouvrage revient sur les grands bouleversements qui ont affecté les campagnes françaises et le métier d'agriculteur. Il analyse la place singulière et paradoxale occupée dans la société française par les agriculteurs : minoritaires mais segmentés, dispersés mais pourtant bien repérables comme force sociale et politique. Il propose enfin d'appréhender la recomposition des paysanneries dans la globalisation autour de trois pôles : la famille, la firme et la subsistance.



OPINION

Ibrahima Seck (FENAB)

« L'agriculture familiale saine et durable (agro-écologie) comme modèle d'agriculture en Afrique ! »

Pourquoi l'Afrique devrait-elle s'orienter vers une agriculture familiale saine et durable (agro-écologie) ?

- L'agriculture familiale saine et durable (agro-écologie) est un système de production agricole, d'autoperpétuation d'espèces végétales et animales, permettant aux paysans de mettre sur le marché à chaque période de l'année, des productions végétales et/ou animales à des prix rémunérateurs, et ceci, dans une démarche économe, utilisant l'ensemble des énergies renouvelables disponibles dans le milieu, tout en limitant les intrants externes.
- L'agriculture familiale saine et durable (agro-écologie) est un système de production agricole, d'autoperpétuation d'espèces végétales et animales, permettant aux paysans de mettre sur le marché à chaque période de l'année, des productions végétales et/ou animales à des prix rémunérateurs, et ceci, dans une démarche économe, utilisant l'ensemble des énergies renouvelables disponibles dans le milieu, tout en limitant les intrants externes.
- L'agriculture familiale saine et durable (agro-écologie) est un système agricole qui met l'accent sur une gestion rationnelle des ressources naturelles (utilisation, conservation, renouvellement des sols, des eaux, des forêts, de la biomasse, des ressources halieutiques et animales). Elle cherche à collaborer avec la nature au lieu d'essayer de la dominer. L'agriculture familiale saine et durable (agro-écologie) pousse à une forte intensification des systèmes agricoles, combinée avec une forte diversification des productions végétales et animales.
- L'agriculture familiale saine et durable (agro-écologie) met l'accent sur la diversité biologique et l'association des cultures. Elle s'appuie sur les connaissances traditionnelles des populations, mais s'enrichie de techniques et de technologies modernes qui limitent les intrants externes. A la place des engrais et des pesticides chimiques de synthèse, l'agriculture familiale saine et durable (agro-écologie) utilise l'ensemble des énergies renouvelables disponibles dans le milieu, pour la fertilisation des sols et utilise la lutte naturelle et intégrée dans le contrôle des parasites des cultures.
- L'agriculture familiale saine et durable (agro-écologie) est centrée sur l'exploitation familiale qui est le lieu où toutes les activités agro-sylvo-pastorales et halieutiques se passent. En effet, l'exploitation familiale est un ensemble de systèmes de production composés de différents éléments en relation permanente : (i) le groupe familial ; (ii) les ressources naturelles sur lesquelles la famille agit pour produire ; (iii) le matériel agricole ; (iv) les facteurs de production (capital, épargne, crédit, subvention, envoi venant de l'extérieur, etc.) et ; (v) les activités non agricoles

Ainsi, l'agriculture familiale saine et durable (agro-écologie), est un puissant moyen d'utilisation et d'intensification de la main d'œuvre, par conséquent d'emplois en milieu rural et de lutte contre la pauvreté.

Quels dispositifs mettre en place pour une agriculture familiale saine et durable en Afrique ?

L'agriculture familiale saine et durable (agro-écologie) est complexe et s'insère dans une dimension beaucoup plus globale et holistique, allant de l'exploitation familiale à l'environnement international, en passant par le terroir, le niveau national et sous-régional.

Ainsi, pour une bonne réussite de ce système d'agriculture, il est nécessaire de prendre en compte les éléments ci-dessous :

- La nécessité d'avoir dans les zones d'expérimentation, des organisations paysannes engagées dans le domaine de l'agriculture familiale saine et durable. Cela existe aujourd'hui avec la naissance de la Fédération Nationale pour l'Agriculture Biologique (FENAB).
- L'accompagnement du processus de génération du système d'agriculture familiale saine et durable (agro-écologie) en mettant en place un environnement favorable pour assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire du pays et de la sous-région Ouest-Africaine.
- La définition par l'Etat et/ou les organisations sous-régionales de politiques agricoles appropriées permettant aux systèmes d'agriculture familiale saine et durable de se mettre en place et de se développer pour assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire du pays et de la sous-région Ouest-Africaine.
- L'implication et la participation active des ONG et des organisations paysannes dans la définition de ces politiques. Dans ce sens, le partenariat entre les intervenants a un rôle important à jouer, dans le renforcement des capacités des organisations paysannes en matière de politiques agricoles.
- La valorisation des produits agricoles et de leur promotion et vente au niveau des marchés locaux, par des mesures permettant une compétition saine avec les produits importés fortement subventionnés qui viennent à des prix très bas; la subvention des produits agricoles des pays du Nord, venant au niveau de nos marchés est un grand frein au développement des produits agricoles locaux (que ce soit au niveau des marchés domestiques ou des marchés du Nord où on leur impose des mesures sanitaires et phytosanitaires contraignantes).
- La promotion de l'économie locale permettant une grande rétention de la valeur ajoutée des filières agricoles en milieu rural; ce qui signifiera, aussi, une importante diversification d'emplois en milieu rural (dans les petites villes et les villages et une augmentation de la demande de biens et de services qui bénéficiera à l'ensemble de l'économie).
- L'accès à de nouveaux marchés extérieurs demandeurs de produits issus de l'agriculture familiale saine et durable (agro-écologie) comme en Europe, USA, Japon, etc.
- La mise en place par l'Etat et de ses partenaires, d'investissements structurants et d'infrastructures socio-économiques en milieu rural, pour l'accès des populations aux services d'éducation, de santé, d'accès a l'eau potable, les transports, l'habitat et les services de communication et d'énergie.
- Le Développement de la Recherche qui doit être le sang qui doit irriguer 'agriculture familiale saine et durable tout en privilégiant la Recherche-Développement en considérant les paysans comme des chercheurs.
- L'implication des services techniques de l'Etat, des ONG, des institutions de recherche et de conseil agricole dans le processus de génération du système d'agriculture familiale saine et durable agro-écologie) , qui exige des approches et des méthodologies participatives, mais aussi la prise en compte des dimensions sur le plan technique, environnemental, politique, institutionnel, culturel, social et économique s'insérant dans une « Politique Agricole Concertée et Consensuelle ».

Ibrahima Seck
FENAB - Sénégal
iseck@yahoo.fr

Lancement de l'année internationale de l'agriculture familiale au Sénégal

Un Comité national installé pour piloter les activités de l'AIAF

Le CNCR, en collaboration avec Les organisations de la société civile sénégalaise dont l'IPAR, IED Afrique, Enda Pronat, Action Aid, COPAGEN et la FAO, a procédé le Mardi 17 Décembre 2013 à la Maison de la Culture Douta Seck, à Dakar, au lancement de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale (AIAF-2014) au Sénégal. L'atelier a regroupé plus de cent vingt personnes venues des fédérations membres, d'institutions de la République, des services étatiques, d'ONG, de structures partenaires au développement, du secteur privé, de la société civile et de la presse.

L'objectif de cet atelier était, en partant des enjeux de l'AIAF, de s'accorder sur les approches et démarches à privilégier pour promouvoir le rôle, la place et la contribution de l'Agriculture Familiale dans la création de richesses et dans l'éradication de la faim et à la réduction de la pauvreté et aussi de plaider pour la mise en œuvre de véritables politiques actives en faveur du développement durable des systèmes agricoles basés sur la cellule familiale. À cette fin, un comité chargé de piloter le processus et de réfléchir sur les mécanismes de mise en œuvre des activités du comité a été mis en place.

L'atelier a de plus été mis à profit, en collaboration avec le ROPPA (Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest), pour poser les premiers jalons de l'AIAF au Sénégal par le lancement de l'observatoire national des exploitations familiales qui constitue un outil de prise de décision de l'exploitation familiale et un instrument pour mieux lui rendre des services.

Observatoire national des exploitations familiales du Sénégal

L'observatoire national des exploitations familiales a pour objectif d'améliorer les conditions des EF en assurant le développement de leurs membres et en faisant de véritables espaces de développement des pays qui influencent les politiques sectorielles nationales, régionales et internationales dans le sens favorable au développement des exploitations familiales. L'objectif étant de renforcer la crédibilité des argumentaires des organisations paysannes et réseaux d'OP dans leur plaidoyer en faveur de l'exploitation familiale, d'aider à l'amélioration des conditions de transformation des EF et de contribuer à concrétiser la mise en œuvre des politiques publiques et régionales en développant une fonction de veille et d'alerte.

Il est attendu de l'observatoire (1) une production de connaissances sur les EF permettant la facilitation du dialogue politique, le suivi conseil et des services développés en vue de leur transformation, (2) la construction d'argumentaires et la formulation de propositions et enfin (3) la mise en œuvre de la fonction de veille et d'alerte.

Déclaration des participants à l'atelier de lancement de l'année internationale de l'agriculture familiale au Sénégal

Nous, responsables des organisations paysannes membres du CNCR des différentes régions du pays, membres de la société civile du Sénégal, des représentants des institutions de l'Etat, réunis à Douta Seck, à Dakar, le 17 décembre 2013 pour procéder au lancement de l'année internationale de l'agriculture familiale.

Constatons :

- La reconnaissance par les Nations-Unies de l'importance et du rôle de l'agriculture familiale jusqu'à lui consacrer une année internationale;
- La disponibilité du gouvernement du Sénégal, à travers la participation du Ministre de l'agriculture et de l'équipement agricole;
- La disponibilité de la sous région, à travers le ROPPA à soutenir dans les pays membres le lancement de l'observatoire de l'exploitation familiale, comme outil de développement de l'agriculture familiale;
- La volonté manifeste des institutions de la République à travers l'Assemblée nationale et le Conseil Economique, Social et Environnemental ;
- La volonté de tous les acteurs de la société civile à s'engager pour la promotion de l'agriculture familiale

Fort de ces constats, nous sommes convaincus que :

- Le Sénégal relèvera le défi de réussir l'année internationale, en mobilisant tous les acteurs partenaires et l'Etat du Sénégal dans une collaboration
- les partenaires techniques et financiers ne ménageront aucun effort pour la réussite
- La société civile se mobilisera pour l'atteinte des objectifs assignés à l'année internationale

Nous nous engageons à :

- Promouvoir l'Agriculture familiale, la faire reconnaître au niveau national et à engager le débat avec les politiques et stratégies nationales pour son développement, dans le respect de leur autonomie et de leur souveraineté,
- Soutenir les agriculteurs familiaux en renforçant leurs capacités à nourrir le Sénégal, à générer des emplois et à contribuer au développement économique et social
- Promouvoir diverses formes de connaissances locales en matière de développement rural et à les diffuser.
- Renforcer les synergies d'action entre tous les acteurs publics et privés pour renforcer la performance de l'AF ;

Appelons l'État à :

- Travailler avec le mouvement paysan sénégalais, à travers le CNCR, la Société Civile et leurs partenaires pour mettre en œuvre les actions qui seront proposées ;
- Entreprendre, dans le cadre de son programme de développement des politiques, stratégies et actions concrètes et durables de promotion de l'Agriculture Familiale conformément à l'engagement des Nations Unies.

Fait à Dakar, le 17 décembre 2013

Concours de photographie AIAF-2014

Le concours international de photographie AIAF-2014 est organisé par ILEIA *(Centre for Learning on Sustainable Agriculture)*, un centre indépendant de connaissances basé au Pays-Bas et constituant le secrétariat du **Réseau mondial AgriCultures** composé de plusieurs membres en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Europe.

Ce concours ouvert à tous, particulièrement les agriculteurs, les femmes et les jeunes, favorise l'expression visuelle pour atteindre des niveaux plus élevés de reconnaissance et de soutien à l'Agriculture Familiale et pour encourager une large participation dans l'AIAF-2014.

Il invite les participants à soumettre des photographies qui représentent le slogan de l'AIAF ***« Agriculture Familiale: Nourrir le monde, soigner la planète »***.



Les images doivent transmettre la force, le potentiel et les défis de l'Agriculture Familiale, durable et multifonctionnelle, dans toute sa diversité et ses contextes.

Pour les conditions de participation, visiter le site web du Réseau AgriCultures : www.agriculturesnetwork.org/news/iyff-photo-competition

Date limite de réception des images : 1er mai 2014

Rencontres FIDA 2014

Réunions du Conseil d'administration du FIDA et autres événements

Janvier	• 22-25 Janvier : Forum économique mondial • 24 Janvier : Séminaire informel sur la Stratégie pays actualisée (2014-2015) du FIDA
Février	• 3 Février : Première réunion des coordonnateurs et amis • 17-18 Février : Cinquième réunion mondiale du Forum des agriculteurs • 19-20 Février : trente- septième session du Conseil d'administration • 20-21 Février : Première session de la Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA
Mars	• 25 Mars : Deuxième réunion des coordonnateurs et des amis • Le 28 Mars : 130e session du Comité d'audit • 31 Mars : 82ème session du comité d'évaluation
Avril	• 8-9 Avril : 111e session du Conseil exécutif
Juin	• 9-10 Juin : Deuxième session de la Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA
Juillet	• 2 Juillet : 83e session du Comité de l'évaluation • 3 Juillet : 131e session du Comité d'audit • 8 Juillet : Troisième réunion des coordonnateurs et amis
Septembre	• 4 Septembre : 132e session du Comité d'audit • 12 Septembre : Quatrième réunion de coordonnateurs et amis • 17-18 Septembre : 112e session du Conseil exécutif
Octobre	• 7-8 Octobre : Troisième session de la Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA • 10 Octobre : 84e session du Comité de l'évaluation
Novembre	• 17 Novembre : Cinquième réunion de coordonnateurs et amis • Le 18 Novembre : 133e session du Comité d'audit • 27-28 Novembre : 85ème session du comité d'évaluation
Décembre	• 15-16 Décembre : 113ème session du Conseil exécutif • 18-19 Décembre : Quatrième session de la Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA



2014 Année internationale de l'agriculture familiale

« Nourrir le monde et soigner la planète »

L'Année internationale de l'agriculture familiale 2014 (AIAF) vise à rehausser l'image de l'agriculture familiale et de la petite agriculture en focalisant l'attention du monde entier sur leur contribution significative à l'éradication de la faim et de la pauvreté, à l'amélioration de la sécurité alimentaire, de la nutrition et des moyens d'existence, à la gestion des ressources naturelles, à la protection de l'environnement et au développement durable, en particulier dans les zones rurales.

QUATRE OBJECTIFS CLÉ

- Apporter un appui à l'élaboration de politiques favorables à une agriculture familiale durable
- Améliorer la diffusion des connaissances, la communication et la sensibilisation du public
- Mieux comprendre les besoins, le potentiel et les contraintes de l'agriculture familiale, et garantir un soutien technique
- Créer des synergies pour renforcer le développement durable

TROIS GRANDES LIGNES D'ACTION

- Promotion du dialogue dans les processus de décision sur les politiques
- Identification, documentation et diffusion - pour mieux en tirer parti - des enseignements tirés et des résultats positifs des politiques existantes, au niveau national ou à d'autres niveaux, en faveur de l'agriculture familiale
- Communication, plaidoyer et sensibilisation

Pour plus d'informations sur l'AIAF, visitez les sites suivants : http://www.fao.org/family-farming-2014/fr ; http://www.familyfarmingcampaign.net ; http://www.ruralforum.net